

Anniversaire de la révolution d'Octobre à Moscou



Moscou, 7 novembre – Des dizaines de milliers de manifestants se rendent sur la place Rouge pour célébrer la révolution d'Octobre et dénoncer les partisans de la restauration capitaliste, dirigés par les traîtres Eltsine et Gorbatchev.

Manifestation de masse contre la contre-révolution d'Eltsine

Moscou – Les médias impérialistes et la télévision soviétique, maintenant devenue anticommuniste, ont cherché à décrire l'anniversaire de la révolution d'Octobre comme la veillée funèbre du communisme déclaré mort. Ils ont même ramené le prétendant Romanov au trône tsariste. Les nouveaux « dirigeants » ont essayé d'interdire toute célébration de l'anniversaire de la prise du pouvoir par les bolchéviks. Le *New York Times* a admis que « plus de 10 000 communistes loyalistes » avaient défilé, mais en fait, plus de 90 000 personnes étaient dans les rues de Moscou pour crier leur colère

A bas la famine du « libre marché » ! Pour un parti léniniste-trotskyte !

contre la contre-révolution dirigée par Eltsine et Gorbatchev. A Leningrad, Kiev et ailleurs, des milliers de manifestants étaient dans la rue.

Au rassemblement devant la statue de Lénine sur la place Octobre, il y avait des centaines de drapeaux rouges flottant

dans la forte brise hivernale. Contrairement aux défilés officiels enrégimentés des années précédentes, les défilés de cette année furent enthousiastes et très largement prolétariens dans leur composition – Les gens qui étaient là voulaient prendre position pour le socialisme. Ils

scandaient « Lénine ! Lénine ! » et « A bas la dictature bourgeoise ! » Ils portaient des panneaux avec des mots d'ordre tels que : « La privatisation : un rêve pour les millionnaires, un cimetière pour les travailleurs », « Eltsine : les Russes ne seront jamais des esclaves – Tes réformes rapaces ne marcheront pas » et « A bas la perestroïka de la CIA ! » Ils ont à plusieurs reprises chanté l'*Internationale* et d'autres chants révolutionnaires des débuts de la république soviétique sous Lénine et Trotsky.

Les dizaines de milliers de personnes
Suite page 7

Le « nouvel ordre mondial » : un pas vers une nouvelle guerre mondiale

Libération du 7 décembre titre en première page et en gros caractères : « Cinquante ans après Pearl Harbor – Japon-Etats-Unis : la guerre pacifique » Pacifique ? En fait, le nationalisme qui

fait rage aussi bien aux USA qu'au Japon et dans les autres citadelles impérialistes fait brutalement surgir le spectre d'un conflit armé. Tout indique en effet que les rivalités interimpérialistes actuelles pourraient bien conduire à la troisième guerre mondiale. Comme l'ont montré les années 30, les guerres commerciales mènent directement aux guerres tout court.

Après l'effondrement des régimes staliniens d'Europe de l'Est et d'URSS, les idéologues officiels de Washington

se sont hâtés de proclamer un « monde unipolaire » dans lequel les Etats-Unis resteraient « la seule superpuissance ». Mais leurs « alliés » impérialistes économiquement plus dynamiques, le Japon et l'Allemagne, ne sont pas du tout prêts à se soumettre. Bien au contraire, il y a un nouveau gâteau à partager, et cela ne se fera pas amicalement. Enorme marché de 280 millions de consommateurs, l'URSS dispose d'énormes quantités de ressources énergétiques et de matières premières. La désintégra-

tion totale de l'Union soviétique exacerberait les conflits interimpérialistes, l'Allemagne exploitant les ressources de la Russie d'Europe et de l'Ukraine pendant que le Japon se jeterait sur la Sibérie. Ce festin de prédateurs signifierait une course impérialiste pour une redivision du monde.

Plutôt qu'un « nouvel ordre mondial », c'est un nouveau désordre mondial qui se profile. L'Europe de l'Est est déchirée par des conflits nationalistes.

Suite page 2

M2651 - 115 - 5.00 F



Nouvel ordre...

Suite de la page 1

La Yougoslavie se consume dans une guerre civile nationaliste et maintenant l'URSS est au bord de la dissolution. Les impérialistes - et notamment la France - se préparent à la reconquête du Cambodge et du Vietnam. Les USA aiguisent leurs dents pour avaler Cuba. Le monde actuel ressemble de plus en plus au monde d'avant 1914. Et au moment où le champagne coule à flots dans les chancelleries impérialistes, des millions d'hommes, de femmes et d'enfants meurent toujours de faim dans les bidonvilles du « tiers-monde ».

Dans la curée qui se prépare, la France, si elle veut attraper quelques miettes tombant de la table des « grands », ne peut guère que jouer les seconds couteaux. Derrière l'Allemagne en Europe. Derrière les USA au Moyen-Orient. Pendant des décennies, cet impérialisme secondaire, pour marchander sa place de « grande puissance », a fait valoir ses atouts contre l'URSS : son arsenal nucléaire et sa domination néo-coloniale sur l'Afrique « francophone ». Avec l'écroulement du stalinisme s'écroulent les derniers rêves gaulliens de « grandeur ». L'impérialisme français n'en a pas pour autant atténué ses appétits sanguinaires. Au contraire, avec la concurrence inter-impérialiste qui s'exacerbe à l'ombre du « grand marché européen », on assiste, outre à un renforcement de l'exploitation des travailleurs, à une orgie de nationalisme, avec son inévitable corollaire : des mesures redoublées contre « l'ennemi de l'intérieur » - les travailleurs « immigrés » (voir « Cresson : premier ministre du chômage et du chauvinisme », le *Bolchévik* n° 112, juillet-août). La campagne grossièrement chauvine et raciste du

En juillet 1990, lors du sommet du groupe des sept principales puissances impérialistes à Houston (USA), Kohl et Mitterrand s'étaient opposés à Bush qui refusait la politique de prêts à l'URSS.



Blake Seal/Reuter

rialisme US. Sans la justification de la guerre froide antisoviétique pour subordonner les conflits d'intérêts entre les puissances impérialistes rivales à un front commun, les rivalités économiques inter-impérialistes s'enveniment très rapidement. Le premier épisode est la dissolution du régime de « libre échange » qui avait cours pendant la guerre froide dans le cadre du GATT (Accord général sur le commerce et les tarifs), faisant place à trois blocs commerciaux impérialistes rivaux : un marché commun européen dominé par l'Allemagne et ayant l'Europe de l'Est pour arrière-pays ; une « sphère de coprosperité extrême-orientale » dominée par le Japon avec le Sud-Est asiatique pour source de main-d'œuvre à bas salaires ; et une zone nord-américaine de libre échange dominée par les USA, le reste de l'hémisphère fournissant matières premières et main-d'œuvre sur-exploitée.

Passant outre les contraintes (sur le papier) contenues dans les « constitutions pacifiques » qui leur avaient été imposées par les USA après-guerre, Bonn et Tokyo

Augstein s'est plaint dans un éditorial du journal allemand *Der Spiegel* (11 février) de ses alliés demandant tout le temps d'envoyer « les Allemands au front ! » En ce moment, dit-il, l'Allemagne est occupée par la réunification et est préoccupée par l'URSS. « Cette guerre n'est pas la nôtre », écrivait Augstein, « la prochaine peut-être. »

Le point de vue de larges secteurs de la bourgeoisie allemande a été exprimé dans un article de Theo Sommer dans *Die Zeit* (22 mars), qui a rappelé comment, durant les années 1880, Bismarck était pressé de toutes parts pour gagner de plus en plus de colonies pour le Reich. Alors qu'un ami haut placé lui montrait une carte de l'Afrique, le chancelier impérial répliqua : « Votre carte de l'Afrique est très belle. Mais ma carte de l'Afrique est en Europe. Voici la Russie, et voici la France. Et nous sommes au milieu. C'est cela ma carte de l'Afrique. » Sommer ajoute : « Mais sa réponse, c'est cela ma carte de l'Afrique, peut très bien être reprise dans la situation actuelle de la République fédérale. Notre Moyen-Orient se trouve entre l'Elbe et Eisenhüttenstadt [sur la frontière allemande avec la Pologne], notre Moyen-Orient commence au-delà du Bug [la frontière polonaise avec l'URSS]. »

Si les politiciens de Bonn se sont mis tacitement d'accord avec le slogan des manifestants de gauche « Pas de sang pour du pétrole », ce n'est pas qu'ils soient des pacifistes. Ils veulent éviter les erreurs qui ont conduit aux défaites passées. A l'occasion du 50^e anniversaire de l'« Opération Barbarossa » (l'invasion allemande de l'URSS en 1941), l'éditorialiste du *Spiegel* Augstein a écrit sur Hitler : « Sa politique intérieure et étrangère jusqu'en 1938 est un modèle de perspicacité tactique et, en fait, un modèle de conduite des affaires de l'Etat, si l'on n'exige pas que celle-ci aille de pair avec un grand dessein politique. » Ce qui a perdu Hitler fut de répéter l'erreur de la Première Guerre mondiale : « Pas de guerre sur deux fronts » (*Der Spiegel*, 10 juin). Ainsi l'impérialisme allemand veut-il maintenir son regard fixé sur la principale cible : l'Union soviétique. Et cette fois, au lieu d'envoyer des chars conquérir la Russie, il compte sur le *deutschemark*, actuellement l'arme la plus solide de l'Allemagne impérialiste, pour d'abord déstabiliser l'économie soviétique puis s'en accaparer.

Une prochaine guerre avec le Japon ?

Selon l'historien britannique Anthony Sampson, la plupart des Japonais se demandent : « Est-ce que les Japonais devraient accepter le leadership diplomatique et militaire des USA quand, de plus en plus, ils sont en train de devenir les maîtres de la haute technologie et de la finance planétaire ? » (*Independent*, 20 février). Une vraie question en effet !

Côté américain, le Japon capitaliste est en train de remplacer le « communisme soviétique » en tant qu'« empire du mal » menaçant la « sécurité nationale ». Pour une guerre qu'il n'a ni commencée ni voulue, le Japon a été forcé de payer quelque treize milliards de dollars - la plus large contribution qu'un allié im-

périaliste ait apporté à cette guerre, bien plus que ce qu'elle a coûté au Pentagone (qui a probablement fait un bénéfice dans l'affaire). Néanmoins, des représentants du Congrès américain lui ont fait grief de ne pas être vraiment « dans le même bateau ».

Le *Wall Street Journal* (14 mars) a cité Masao Kunihiro, un député d'opposition japonais, sur le fait que les USA sont de plus en plus perçus comme un « pays effrayant » : « Lorsqu'un tigre a goûté le sang humain, il en redemande et les USA ont goûté les douceurs du succès de leur bombardement intensif de l'Irak. » Mais les Japonais n'ont pas été tellement impressionnés par les prouesses militaro-technologiques américaines. Ils n'ont pas non plus peur des menaces de guerre commerciale agitées par les USA. A grands coups de nippophobie, Cresson et les Européens veulent élever un mur protectionniste autour d'une « forteresse Europe ». Entre-temps, l'impérialisme japonais est en train d'augmenter ses investissements afin de s'installer en Europe avant la mise en place de l'union économique européenne prévue en 1993. Et le 14 juillet, des réactionnaires japonais ont « guillotiné » à Tokyo une effigie de Cresson avec un *boken* (épée de bois).

Soumis à des pressions de plus en plus fortes, l'impérialisme japonais est en effet en train de se préparer à la guerre économique et même à plus. Beaucoup plus que ses rivaux européens et américains, cette puissance insulaire sans ressources naturelles est totalement dépendante des importations de matières premières. Pour chaque tonne de produits finis qu'il exporte, le Japon doit importer huit tonnes de fournitures. Ce déficit en matières premières le rend très vulnérable à un boycott économique, même non déclaré. C'est pour cela que Tokyo a toujours résisté aux pressions américaines pour ouvrir son marché aux importations de riz : il cherche à tout prix à être autosuffisant en produits alimentaires.

Aujourd'hui, il a le troisième plus gros budget de guerre dans le monde et est la seule puissance mondiale dont le potentiel militaire augmente à un rythme accéléré. La revue *Air Force Magazine* (juin) rapporte : « Au cours des années 80, le Japon a mis sur pied d'une façon plus cohérente qu'aucune autre nation son système de défense, en se concentrant sur l'acquisition d'armements modernes. » Lorsqu'il aura terminé son programme d'acquisitions, il aura plus de chasseurs-bombardiers à hautes performances qu'aucune autre force aérienne du théâtre Pacifique. Tokyo est aussi en train de procéder à une forte expansion de sa flotte de guerre et, dès cette année, il aura 60 destroyers - deux fois plus que dans la Septième flotte des USA. Il se concentre particulièrement sur la lutte anti-sous-marine qui est décisive lorsqu'il s'agit de tenir les routes maritimes ouver-

Suite page 4



Dygn

Le visage de la barbarie impérialiste occulté par la censure militaire : le cadavre d'un Irakien incinéré par les bombes occidentales sur l'« autoroute de la mort ».

gouvernement Mitterrand-Cresson, à laquelle participe le PCF avec ses « Produits français » et autre pétition contre « l'immigration clandestine », fait les choux gras de Le Pen. Les fascistes prêchent en effet bruyamment un repli autarcique, contre les « abandons de souveraineté », en s'appuyant sur la panique qui agite une partie de la bourgeoisie française et de la petite-bourgeoisie (notamment dans la paysannerie) pour qui « Horizon 93 » est synonyme de liquidation.

Combattre avec la plus grande fermeté le consensus chauvin et raciste et prendre à bras le corps la lutte contre la terreur et les discriminations racistes et contre les provocations fascistes est une tâche urgente du mouvement ouvrier dans ce pays. Un parti ouvrier révolutionnaire, internationaliste, est nécessaire pour mobiliser l'énorme puissance sociale du prolétariat, réduire en poussière l'édifice pourri du capitalisme et instaurer sur ses ruines un gouvernement ouvrier, partie intégrante des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Poussée du Quatrième Reich vers l'Est

Les impérialistes européens et japonais ne sont manifestement pas satisfaits d'une Pax Americana globale et ils n'acceptent pas de reconnaître la primauté de l'impé-

ont ostensiblement envoyé après la guerre du Golfe des forces militaires dans la région (les dragueurs de mines japonais dans le Golfe arabo-persique et les troupes allemandes dispensant l'aide « humanitaire » aux réfugiés kurdes en Iran).

C'est en Allemagne que s'est exprimée la plus forte opposition aux plans de guerre des USA et qu'il y a eu les plus grandes manifestations contre la guerre. Pendant qu'aux USA le mouvement « pacifiste » était traversé par un vent de patriotisme et qu'en France il n'a été qu'une tentative de former un bloc de collaboration de classes avec des politiciens bourgeois qui pensaient que l'engagement dans cette guerre était « contraire aux intérêts de la France », en Allemagne il y avait un lien direct, via les sociaux-démocrates (SPD) et les ex-staliniens du PDS (Parti du socialisme démocratique), entre le gouvernement et la rue.

Il y avait un manque évident d'enthousiasme parmi la bourgeoisie allemande. Les disputes qui ont duré des mois à propos de la quantité de *deutschemarks* que Bonn devait cracher pour « l'effort de guerre » (la somme totale s'est finalement montée à onze milliards) ont abouti, en avril, à un voyage du ministre allemand des finances Waigel qui s'est rendu à Washington pour exiger de voir les livres de compte du Pentagone et s'assurer qu'ils n'étaient pas surfaturés. Rudolf

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION : William Cazenave (rédacteur en chef), Suzanne Girard, Henri Riemann, Josie Thanner, Jean Thimbault.
REALISATION : François Donau.
REVISEUR-REDACTEUR : Carine Gance.
DIFFUSION : Jean-Luc Etchart.
DIRECTEUR DE PUBLICATION : William Saffores-Mondotte.
Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Imprimerie : Routage de Paris
5, chemin des Fruitières
93200 La Plaine-St-Denis
Commission paritaire : n° 59267
Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

PCF: de l'URSS faisons table rase

A la faveur de l'échec lamentable du « coup d'Etat » de la perestroïka du 18 août, les forces de la contre-révolution capitaliste rassemblées derrière Eltsine sont passées à l'offensive générale en URSS, avec la collaboration de Gorbatchev et le soutien actif des puissances impérialistes. Une bataille d'une portée incalculable pour l'humanité tout entière se livre aujourd'hui en URSS, avec pour enjeu le sort du premier Etat ouvrier de l'Histoire. Les trotskystes de la Ligue communiste internationale (LCI) sont partie prenante de cette bataille décisive. A Moscou, à Leningrad, à Kiev, ils travaillent à regrouper les militants communistes dans le feu du combat contre la restauration de la dictature du capital, autour d'un programme pour gagner: celui de la Quatrième Internationale, du retour à la voie de Lénine et Trotsky.

L'écroulement ignominieux du stalinisme soviétique, face aux forces contre-révolutionnaires auxquelles il avait lui-même mis le pied à l'étrier et face à la pression implacable de l'impérialisme mondial, a confirmé notre détermination à combattre jusqu'au bout pour défendre l'Etat ouvrier. Comme Trotsky, comme les militants de l'Opposition de gauche sauvagement réprimés par la bureaucratie sous les applaudissements serviles des dirigeants des PC stalinisés (qui dans le même temps trahissaient les révolutions prolétariennes partout dans le monde - contribuant ainsi à l'isolement de l'URSS), nous n'avons jamais identifié au régime de Staline et de ses successeurs l'Etat ouvrier soviétique, acquis historique du prolétariat mondial mais aussi société contradictoire - un Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré - dont Trotsky a fait dans *la Révolution trahie* une analyse incontournable pour qui veut comprendre les événements actuels.

Il en va tout autrement pour les dirigeants soi-disant « communistes » du PCF, héritiers des dirigeants de l'Internationale communiste stalinisée, qui avaient dès le milieu des années 20 renoncé à la défense révolutionnaire de l'URSS en se ralliant à la bureaucratie du Kremlin et à sa politique de collaboration de classes internationale, à l'enseigne du « socialisme dans un seul pays ». Ayant comme tout un chacun constaté la banqueroute définitive du stalinisme soviétique, Marchais et Cie se sont empressés de tirer définitivement un trait sur l'URSS, avant de donner un nouveau gage de leur loyauté à la bourgeoisie française en cassant la grève de Renault. Dans leur propagande écrite comme dans les « 600 meetings » organisés dans toute la France, les dirigeants du PCF ont réaffirmé avec force leur attachement aux alliances de collaboration de classes d'« union des forces de gauche » et leur « socialisme à la française ». En fait de « rupture avec le stalinisme », ce programme chauvin n'est rien d'autre que l'enfant légitime du « socialisme dans un seul pays » de Staline et des appétits réformistes des Cachin, Duclos et autres Thorez.

Le PCF dans la danse du scalp de la « mort du communisme »

Fin août, les dirigeants du PCF s'étaient placés sans équivoque aux côtés des soi-disant « démocrates » rassemblés à Moscou sur les barricades de la « Maison Blanche » derrière Eltsine, l'homme des impérialistes, dont Marchais saluait « le rôle positif » qu'il avait joué dans « le dénouement de la crise ». Fidèles jusque dans leurs dénonciations du « stalinisme » à la tradition stalinienne qui veut que pour sauver son poste on accable d'injures et de crachats ses ex-« camarades » déçus, ils se déchainèrent d'abord contre

les infortunés « putschistes » puis contre le PCUS tout entier, répétant que depuis belle lurette ils n'avaient plus rien à faire ni à voir avec l'ex-« parti frère ». Et *l'Humanité* titrait rageusement « *Notre différence est totale* », comme on brandit un chapelet de gousses d'ail pour renvoyer au néant quelque esprit malin.

Un mois plus tard, dans son rapport au comité central des 30 septembre et 1^{er} octobre, Pierre Blotin entreprenait d'« approfondir » ces dénonciations de la « *société de caserne et de grisaille* » en URSS en se livrant à une attaque en règle contre le « *collectivisme* »: « *Beaucoup apprendront sans doute à l'occasion des débats que nous en avons terminé depuis longtemps avec l'idée de tout "collectiviser", de tout "étatiser". En rejetant le*

même pays capitaliste il ne saurait y avoir de place que pour un seul parti social-démocrate de masse. En Italie, le PCI a pu se transformer en « Parti du socialisme démocratique » parce que face à un PSI qui n'est guère qu'une machine parlementaire, il reste le parti le plus important dans la classe ouvrière italienne. Mais en France, le PS de Mitterrand a depuis vingt ans si bien « plumé la volaille stalinienne » qu'une telle transformation équivaudrait pour le PCF à un sabotage en règle.

Du « socialisme dans un seul pays » au « socialisme à la française »

L'appareil du PCF se trouve donc contraint de préserver tant bien que mal

totalitaires. Mais le stalinisme est d'abord et avant tout un *programme politique*, l'idéologie de la domination de la bureaucratie d'URSS (puis des Etats ouvriers déformés apparus après la Deuxième Guerre mondiale). La consolidation de la bureaucratie en URSS fut le résultat de l'isolement de ce que tous les bolchéviks (y compris, à l'époque, Staline lui-même) ne considéraient pas autrement que comme le premier bastion de la révolution mondiale - un isolement dû à la défaite de la vague révolutionnaire en Europe après la Première Guerre mondiale, et en premier lieu à l'échec des révolutions allemandes de 1919 et 1923. A la suite de ces échecs, auxquels s'ajoutaient les destructions de la guerre civile, une bureaucratie petite-bourgeoise réussit à se consolider dans l'appareil de l'Etat ouvrier. Cette bureaucratie conservatrice trouva en Staline son porte-parole dans le Parti bolchévique. Profitant de son poste de secrétaire général (à l'époque encore purement administratif), Staline engagea la bataille contre l'avant-garde révolutionnaire. Avec la « Promotion Lénine », il s'assura le contrôle du parti en y noyant les éléments d'avant-garde sous une masse de carriéristes et d'éléments petits-bourgeois dociles. Le dogme réactionnaire du « socialisme dans un seul pays » remplaça l'internationalisme révolutionnaire de Lénine.

Ce changement radical de programme, de méthodes et d'hommes fut réalisé en 1923-24. Hors d'URSS, où la répression policière s'était abattue sur l'Opposition de gauche qui continuait à combattre pour le programme de Lénine, le « socialisme dans un seul pays » précipitait les partis de l'Internationale communiste (IC) dans la voie de la collaboration de classes. Dans sa critique du programme du VI^e congrès de l'IC, qui devait entériner formellement la rupture avec les principes fondamentaux du bolchévisme, Trotsky analysait le mécanisme de ce glissement vers le social-patriotisme: « *S'il est possible, en général, de réaliser le socialisme dans un seul pays, on doit admettre cette thèse non seulement après la conquête du pouvoir, mais aussi avant. Si le socialisme est réalisable dans le cadre national de l'URSS arriérée, il l'est à plus forte raison dans l'Allemagne avancée. Demain, les responsables du Parti communiste allemand développeront cette théorie. Le projet de programme leur en donne ce droit. Après-demain viendra le tour du Parti communiste français. Ce sera le début de la désagrégation de l'Internationale communiste suivant la ligne du social-patriotisme* » (*l'Internationale communiste après Lénine*).

Un certain nombre de personnalités de premier plan de l'IC refusèrent de suivre la voie de la collaboration de classes où les poussaient Staline et son allié d'alors Boukharine et rejoignirent l'Opposition de gauche internationale. Parmi tant d'autres, on peut citer Khristian Rakov-
Suite page 4



Photos Le Bolchévik

Le programme chauvin du PCF en action: en haut, dans une manifestation d'ouvriers de Renault; ci-contre, stand raciste à la dernière Fête de « l'Humanité ».

modèle unique de socialisme imposé au temps du stalinisme, nous avons en effet repoussé l'étatisation des moyens de production et d'échange [...]. Il s'agit de soustraire notre économie à l'emprise du capital afin de l'accorder à la satisfaction des besoins des gens et de la société sans pour autant priver notre économie de la souplesse et de l'efficacité que lui donnera la mixité des différentes formes de propriété » (*l'Humanité*, 1^{er} octobre). Et d'ajouter qu'« une telle conception n'a pas grand-chose à voir avec l'image traditionnelle de la révolution [...] ». Effectivement, elle a tout à voir avec la social-démocratie!

En dénonçant aujourd'hui formellement le « collectivisme » de la même manière qu'il avait renoncé officiellement à la « dictature du prolétariat » il y a quinze ans, le PCF ne fait que mettre ses résolutions en accord avec ce qui est sa politique réelle depuis très longtemps - depuis qu'en 1935 il est passé définitivement du côté de la défense de l'« ordre » bourgeois. Ce que Marchais et Cie veulent affirmer aujourd'hui, c'est leur acharnement à définitivement « faire table rase » de l'URSS et de tout ce qui se rattache à la révolution d'Octobre.

On peut légitimement se demander ce qui retient encore le PCF d'abandonner son encombrante étiquette de « communiste » et de se proclamer ouvertement parti social-démocrate, comme vient par exemple de le faire le PC italien. La raison fondamentale en est que dans un

une « différence » avec le PS, et il réduit par conséquent sa soi-disant « identité communiste » à une exaltation hagiographique de l'histoire du « Parti » et de ses dirigeants (staliniens) historiques, dont la direction actuelle est l'héritière directe. Alors que le PCI a depuis longtemps déboulonné Togliatti, le PCF continue de vénérer comme des icônes dorées Thorez et Duclos, qui furent pourtant beaucoup plus serviles à l'égard du « petit père des peuples ».

Pour accabler Staline tout en épargnant ses hommes de main français, la nouvelle historiographie officielle du PCF réduit le stalinisme à n'avoir été qu'un ensemble de « pratiques » répressives

ABONNEZ-VOUS!

LE BOLCHEVIK

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)
Hors Europe: 40 F (avion 60 F) — Etranger: mandat poste international
Algérie: 30 DA — Maroc: 20 DH — Tunisie: 3 000 m

Nom _____ Tél _____
Adresse _____

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

PCF...

Suite de la page 3

sky, pionnier du mouvement marxiste dans les Balkans et premier président de l'Ukraine soviétique avant de devenir le principal dirigeant avec Trotsky de l'Opposition de gauche russe, James P. Cannon, fondateur et dirigeant du PC américain et plus tard de la section américaine de la IV^e Internationale, ou encore Chen Duxiu, fondateur du PC chinois.

Le front populaire : aujourd'hui comme hier, la voie des défaites

En 1935-36, la collaboration de classe deviendra la stratégie officielle de l'IC stalinisée, avec la généralisation de la politique des « fronts populaires » : tous les partis « communistes » étaient désormais enjoins de chercher à conclure des alliances avec l'aile soi-disant « progressiste » de « leur » bourgeoisie, ce qui impliquait de franchir définitivement le Rubicon du social-patriotisme. Le PCF fut, sinon l'« avant-garde », du moins le laboratoire de cette nouvelle politique de trahisons : en 1935, à l'occasion du pacte Laval-Staline, il se rallia à la « défense nationale » de l'impérialisme français. Quelques mois plus tard, il entra dans le bloc du « Front populaire » avec la social-démocratie et le Parti radical (qui était alors le plus grand parti bourgeois et le pilier du parlementarisme en décomposition de la III^e République).

Le PCF présente aujourd'hui 1936 et 1945 comme les meilleurs exemples de tous les bienfaits que les alliances de type front populaire peuvent apporter aux travailleurs et à « notre peuple » quand le PCF est « fort » - l'objectif étant d'imputer au « rapport de forces défavorable » le bilan peu reluisant de la participation du PCF au front populaire de 1981. La vérité est que le Front populaire de 36 a permis à la bourgeoisie de sauver sa domination

menacée par la situation révolutionnaire ouverte par la grève générale de juin 36, pavant ainsi la voie à l'orgie réactionnaire de Vichy ; que le front populaire de la « Libération » a permis à de Gaulle de reconsolidier un appareil d'Etat (ébranlé par l'effondrement du nazisme avec lequel il avait collaboré), tandis que les ministres « communistes » étaient pleinement solidaires du gouvernement qui rétablissait l'« ordre » dans l'empire colonial, cautionnant par exemple le massacre par l'armée française de dizaines de milliers d'Algériens à Sétif, le 8 mai 1945. Aujourd'hui comme hier, le front populaire est toujours une politique de trahisons et de défaites.

Depuis qu'en 1935 ils ont fait subir au drapeau rouge l'étreinte infâme du drapeau tricolore des fusilleurs de la Commune, de la monstrueuse boucherie impé-

le procédé idéologique qui permet à la bourgeoisie d'enrégimenter la population dans la bataille incessante qu'elle doit livrer contre ses rivales pour conquérir et défendre ses marchés et zones d'influence. Il dresse les ouvriers « français » contre leurs frères de classe, qu'il s'agisse des « Boches » ou des « immigrés », et rime inévitablement avec chauvinisme, colonialisme et xénophobie.

Cet été, un certain nombre de militants communistes ont refusé de distribuer un tract raciste du PCF, qui affirmait entre autres que l'immigration est « devenue aujourd'hui un vrai problème » et qu'« avec 3,5 millions de chômeurs, il faut arrêter toute immigration nouvelle ». Ces militants doivent comprendre qu'il ne s'agissait ni d'une « bavure » (plusieurs articles de l'*Humanité* et déclarations de membres du comité central ont depuis

aux ouvriers juifs - dans son journal en yiddish *Naïe Presse* - de ne pas venir en France ! C'est l'époque où la CGT réunifiée adoptait le mot d'ordre « Fabriquons français » ! Il y a dix ans, il est entré dans le gouvernement antiouvrier, anti-soviétique et anti-« immigrés » de Mitterrand au volant du bulldozer lancé contre un foyer de travailleurs africains à Vitry, avant d'aider Mitterrand et Mauroy à casser les grèves des OS maghrébins de Talbot. En multipliant aujourd'hui les appels à « produire français » et en poursuivant leur odieuse campagne anti-« immigrés », Marchais et Cie entendent réaffirmer bruyamment leur volonté de redevenir le plus vite possible un « parti de gouvernement ».

Il faut insister sur le fait que toute cette propagande chauvine entre aujourd'hui dangereusement en résonance avec la propagande raciste et nationaliste du Front national, qui propose des « solutions » autrement plus « radicales » au « problème de l'immigration », et qui est autrement plus efficace quand il s'agit de dénoncer les « attentats contre la souveraineté nationale ». Nous, trotskystes, exigeons le plein droit de citoyenneté pour les travailleurs « immigrés » et leur famille.

Le trotskysme est bien le communisme d'aujourd'hui

Le stalinisme agonise aujourd'hui après avoir dévoyé et trahi pendant plus de soixante ans les intérêts de la classe ouvrière mondiale. Mais le communisme vit, qui n'a rien de commun avec les recettes chauvines du « socialisme à la française ». Il vit dans l'inconciliable antagonisme entre exploités et oppresseurs, oppresseurs et opprimés. Il vit dans la continuité politique avec l'Internationale communiste de Lénine qu'ont maintenue par leurs combats acharnés l'Opposition de gauche internationale et la Quatrième Internationale de Trotsky. Il vit aujourd'hui dans le combat de la Ligue communiste internationale. ■



Mars 1946 - Le vice-président du conseil Maurice Thorez passe en revue les troupes de l'impérialisme français.

rialiste de 14-18 et de l'esclavage colonial, les dirigeants du PCF n'ont pas cessé de répéter qu'on pouvait concilier communisme et « patriotisme ». Mais dans un pays impérialiste comme la France, le « patriotisme » n'est pas autre chose que

confirmé et réitéré cette ignoble propagande), ni d'une nouveauté. Dès la fin des années 1930, en pleine vague d'hystérie anti-« immigrés » (qui à cette époque étaient en grande partie des réfugiés juifs d'Europe centrale), le PCF « conseillait »

Nouvel ordre...

Suite de la page 2

tes aux bateaux commerciaux. Le but évident de cet effort d'armement est de réaffirmer ses prétentions impérialistes en Asie et de neutraliser les pressions US.

La stratégie économique internationale du Japon est aussi en train de changer très rapidement. Au cours des dernières années, les banques de Tokyo ont fortement réduit leurs achats de propriétés foncières et de bons du Trésor américains (qui se comptaient en milliards de dollars). Tandis que le gouvernement japonais continue d'insister pour que l'URSS lui cède les îles Kouriles comme précondition à tout prêt, les sociétés japonaises ont lancé un certain nombre de grands projets de joint-ventures en Sibérie, plusieurs d'entre eux utilisant la main-d'œuvre nord-coréenne. Après le massacre de la place Tiananmen, il a maintenu et même accru son commerce avec la Chine. Et il a surtout réorienté ses investissements vers le Sud-Est asia-

tique, ouvrant en moyenne une usine par jour en Thaïlande, aidant l'Indonésie à construire des bases navales, accroissant les liens avec le Vietnam malgré l'embargo des USA. La Malaisie a invité le Japon à jouer le rôle de « dirigeant » d'un « Regroupement économique est-asiatique » (EAEG) qui va être créé, et les diplomates de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) ont suggéré (malgré les objections des USA) qu'un tel EAEG pourrait aussi embrasser les questions de sécurité.

Les projets du Japon d'incorporer l'Indochine dans sa sphère d'influence entrent aussi directement en conflit avec les ambitions françaises dans la région. La France - qui a coprésidé (avec l'Indonésie) au soi-disant « accord de paix » du 23 octobre (ouvrant le Cambodge aux troupes impérialistes, sous l'égide de l'ONU, pour y rétablir un régime néo-colonial) - « souhaite », comme le dit son ministre des Affaires étrangères Dumas, que « la France retrouve sa place dans la péninsule indochinoise et en Asie du Sud-Est » (le Monde, 25 octobre). Grâce à ses

vieux liens coloniaux (notamment avec le fantoche Sihanouk), elle espère pouvoir prendre sa revanche sur Dien Bien Phu et mettre la main sur les ressources en pétrole et en minéraux du Vietnam. La classe ouvrière, aussi bien en France qu'au Japon, en Australie ou aux USA doit apporter un soutien actif aux peuples du Cambodge et du Vietnam. Dien Bien Phu et la chute de Saigon ont été des victoires pour les exploités et opprimés du monde entier ! Troupes impérialistes hors du Cambodge ! Défense de la Révolution vietnamienne !

Lutte de classe ou poussée vers la troisième guerre mondiale

Tout au long de la dernière décennie de la deuxième guerre froide, la tendance spartaciste internationale (TSI) - aujourd'hui Ligue communiste internationale (LCI) - a souvent polémique contre les pseudo-trotskystes, tel Ernest Mandel (qui, pour couvrir son refus de défendre l'Etat ouvrier dégénéré soviétique face aux impérialistes, prétendait sans sourciller que régnait la détente et que la guerre nucléaire était impossible), sur le fait que les impérialistes nous conduisent vers une troisième guerre mondiale. La LCI et la Ligue trotskyste, sa section française, ont, sur la base du programme de Lénine et Trotsky, dénoncé l'invasion impérialiste dans le Golfe, tremplin d'une troisième guerre mondiale, appelant à la défaite des impérialistes et à la défense de l'Irak. Dans l'introduction que le comité exécutif international de la TSI a faite au bulletin *Prometheus Research Series* n° 2 (février 1989), « Documents sur la "Politique militaire du prolétariat" », nous écrivions : « L'impérialisme mondial a déjà conduit la civilisation humaine au bord de l'abîme avec deux guerres mondiales. Un être

humain rationnel ne s'embarquerait pas consciemment dans une voie menant à une guerre mondiale nucléaire. Mais le capitalisme a créé il y a longtemps des forces économiques qui ne peuvent plus être contenues dans les frontières des Etats-nations dans lesquels elles sont entravées : l'impérialisme mondial n'est pas rationnel, pas plus que les hommes qui nous gouvernent pour son intérêt [...].

« Si l'hostilité irréconciliable de l'impérialisme US envers l'Union soviétique est le facteur principal qui menace maintenant l'humanité d'une troisième guerre mondiale, on ne peut ignorer les contradictions interimpérialistes. La force de l'industrie et du commerce mondial japonais ne peut pas être refoulée pacifiquement. Et l'Allemagne montre des signes qui indiquent qu'elle est prête à une nouvelle aventure impérialiste [...].

« La bourgeoisie mondiale a à sa disposition une expérience politique et des réserves économiques énormes. Si l'histoire du XX^e siècle prouve quelque chose, c'est ceci : dans un contexte social donné, il n'est pas de situation dans laquelle la bourgeoisie ne puisse maintenir sa domination s'il n'existe pas un parti révolutionnaire capable de lui arracher le pouvoir des mains. Les partis révolutionnaires ne se construisent pas en un jour : il a fallu deux générations de bouillonnement dans l'intelligentsia russe, la répétition générale de 1905 et des années de travail clandestin et patient parmi les prolétaires de l'empire tsariste pour produire les bolchéviks de Lénine. Mais si les faibles forces qui aujourd'hui adhèrent au programme révolutionnaire de Lénine et Trotsky ne réussissent pas à se forger elles-mêmes en partis avec l'expérience, la détermination et l'autorité parmi les masses pour diriger une révolution prolétarienne victorieuse dans les pays impérialistes, il n'y aura pas d'avenir pour l'humanité. »

- Adapté de Workers Vanguard n° 534



La Ligue trotskyste lors de la manifestation contre la guerre du Golfe, le 12 janvier à Paris

Allemagne : sabotage social-démocrate des mobilisations antinazies

Le 9 novembre est à la fois l'anniversaire de la chute du Mur de Berlin et de la macabre *Kristallnacht* de 1938, la nuit où les nazis ont organisé leur premier pogrom d'Etat contre les Juifs, le moment où le Troisième Reich a commencé sa marche vers l'Holocauste.

Aujourd'hui, après la réunification capitaliste de l'Allemagne, les nazis, qui relèvent la tête, ont voulu faire de ce jour une démonstration de terreur nationaliste anticommuniste. Et pour mettre à exécution leur provocation sanguinaire, les fascistes pouvaient compter sur la protection de la police du Quatrième Reich. De leur côté, les partis parlementaires avaient préparé la voie en lançant une campagne raciste contre les « étrangers ».

Tout au long de cette année, les attaques contre des étrangers se sont multipliées, passant, selon les estimations, de 26 en janvier dernier à plus de 900 en octobre. Un certain nombre de ces attaques ont fait des morts. Fin septembre, ces attaques ont connu une brusque accélération au cours d'une semaine de pogroms contre des foyers de travailleurs « immigrés » et de demandeurs d'asile dans la ville minière de Hoyerswerda, près de la frontière polonaise. La police a réagi en déplaçant les étrangers et en réprimant les militants de gauche qui protestaient contre les attaques racistes. Ce qui n'a fait qu'encourager encore plus la violence réactionnaire des skinheads et des nazis, qui annonçèrent une mobilisation nationale pour « commémorer » la *Kristallnacht* à Halle, ville industrielle d'Allemagne de l'Est.

Nombre d'Allemands ont été horrifiés par ce spectacle hideux, et pour faire



Nos camarades allemands lors de la manifestation antifasciste de Halle. La banderole du SpAD, au fond, dit : « Stoppons les nazis par des actions de front unique ouvrier ! Pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés et leur famille ! »

disparaître l'image des « mauvais Allemands », plus de 100 000 personnes ont manifesté le 9 novembre, de Munich à Berlin, brandissant des ballons et appelant à la solidarité avec les victimes des fascistes. Mais les manifestants étaient organisés par le front populaire raciste qui a préparé le terrain aux fascistes : les chrétiens-démocrates (CDU) qui réclament la révision du droit d'asile constitutionnel, les sociaux-démocrates (SPD) qui réclament des camps de « rassemblement », les Verts qui demandent des « quotas » d'immigrants, et le PDS (héritier de l'ex-parti dirigeant stalinien de l'Etat ouvrier déformé est-allemand) qui réclame plus de flics.

Ce même jour, à Weimar, un nazi, ouvrant le feu sur un travailleur mozambicain, le blessait sérieusement et 400 voyous nazis marchaient dans les rues de Halle en scandant « *Sieg Heil!* » Stopper cette monstrueuse provocation était le devoir le plus urgent du mouvement ouvrier et de ceux qui sont sérieux quand ils disent « Plus jamais le fascisme ». De toute la région des travailleurs indignés ont répondu favorablement à l'appel du Comité de défense sociale (KfsV), lié au Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands (SpAD), qui proposait une mobilisation de masse organisée par les syndicats pour stopper les fascistes sur le point de rendez-vous de leur manifestation-provocation.

Le KfsV a pris contact avec plusieurs syndicats et, le 7 novembre, sa proposition a été reprise par l'union locale du DGB à Halle, qui a appelé à une manifestation tout près du point de rassemblement annoncé par les nazis. La manifestation antifasciste a été annoncée dans un communiqué de presse du DGB et retransmise par la radio et les journaux.

Des syndicalistes de la métallurgie et du chemin de fer se sont fermement prononcés en faveur de cette action nécessaire et urgente. Il y avait là la possibilité d'un front unique ouvrier véritable et puissant qui pouvait arrêter la terreur nazie. C'est précisément cette menace de l'expression de la puissance organisée de la classe ouvrière qui a fait reculer d'effroi les bureaucrates du DGB et les pontes du SPD, et ils ont donc tout fait pour démobiliser leur base. De cette manière, ils ont laissé les nazis libres de s'organiser.

Les dirigeants syndicaux traîtres expliquaient qu'il fallait à tout prix éviter un

clash avec les fascistes et se sont retranchés derrière leur peur de voir « des partis ou groupes de gauche sectaires prendre le contrôle ». Et donc, au lieu de cortèges syndicaux organisés, seules 2 000 ou 3 000 personnes se sont retrouvées dans une manifestation front-populiste sur la place du marché de Halle, à une certaine distance du lieu de rassemblement des nazis et sont restées sur place, sans but, tandis que les fascistes paraissent dans les rues sous la protection de la police. La ville a été occupée militairement par quelque 1 600 policiers et plusieurs unités anti-émeutes de la police fédérale des frontières, qui avaient installé des chevaux de frise et isolé totalement la place du marché. Ce soir-là, alors que de plus en plus de nazis se pointaient en ville, on a assisté à des affrontements avec des militants de gauche, qui furent pris dans une nasse par les flics et dont plus de 200 furent arrêtés.

Ce qui s'est passé à Halle est la conséquence logique de l'annexion capitaliste de l'Allemagne de l'Est (RDA) par le Quatrième Reich de l'impérialisme allemand. Les spartakistes avaient mis en garde que la réunification capitaliste amènerait chômage de masse, pauvreté, persécution raciste des étrangers et des

Juifs, chasse aux sorcières anticommuniste, oppression des femmes et une vague de terreur fasciste. Les nazis ont recruté sur la base du chômage de masse, attirant des jeunes lumpénisés. Nos camarades avaient dit que le SPD jouait le rôle de cheval de Troie de l'*Anschluss* (annexion) de la RDA par la bourgeoisie d'Auschwitz.

Aujourd'hui, alors qu'ils étrangent toute résistance ouvrière contre les conséquences dévastatrices de la réunification, les sociaux-démocrates du SPD/DGB ont aussi poignardé la contre-manifestation des antinazis. Les spartakistes se sont battus pour que la mobilisation antifasciste ouvrière devienne une réalité et ont distribué des milliers de tracts appelant à « Stopper les nazis maintenant » à l'entrée des grandes usines de la région. Et malgré la démobilisation organisée par les dirigeants-traîtres syndicaux, en cet anniversaire du pogrom nazi de la *Kristallnacht*, une centaine de syndicalistes, d'étudiants et de militants de gauche ont défilé en cortège avec le KfsV et le SpAD contre la provocation fasciste.

Dans les années trente, Trotsky a maintes fois appelé à un front unique ouvrier pour stopper la marche au pouvoir des nazis, mais cela a été saboté à la fois par les sociaux-démocrates et les stalinien. Comme Trotsky l'écrivait en 1938 dans le *Programme de transition* : « Le prolétariat allemand n'a pas été battu par l'ennemi dans un combat : il a été brisé par la cowardise, l'abjection, la trahison de ses propres partis. » Aujourd'hui, les capitalistes n'ont pas besoin des fascistes, mais ils les gardent en réserve pour des jours plus durs.

Dans un tract adressé aux travailleurs de la région de Halle, le Spartakist-Arbeiterpartei tirait les leçons du 9 novembre, expliquait la trahison du SPD/DGB et montrait la nécessité d'un parti révolutionnaire. Un parti révolutionnaire qui lie le combat contre les nazis à la lutte contre les attaques tous azimuts des capitalistes contre le niveau de vie des travailleurs, qui lutte pour les pleins droits de citoyenneté pour les « immigrés », pour du travail pour tous sans perte de salaire et pour un programme de transition menant des revendications et luttes partielles actuelles des travailleurs et des opprimés au nécessaire combat de la classe ouvrière pour son pouvoir.

- Traduit de Workers Vanguard n° 539

Berlin

Victoire des antifascistes de Moabit !

Berlin, 4 décembre — Une victoire pour les antifascistes et pour le droit à l'autodéfense contre les attentats fascistes et racistes vient d'être remportée !

Il y a trois ans, Renate Dahlhaus, porte-parole de nos camarades du Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands (SpAD), et Michael Philippsen, sympathisant du SpAD, étaient frappés d'une ordonnance pénale pour avoir défendu un meeting antifasciste qui se tenait à Moabit, un quartier de Berlin, contre les nazis Republikaner (voir le n° 98, janvier 1990, et le n° 107, janvier 1991, du *Bolchévik*). Ils viennent aujourd'hui de gagner le procès qui leur était intenté.

Ce succès a été possible grâce à l'important soutien qu'ils ont reçu d'organisations et de militants antifascistes, de syndicalistes, d'organisations immigrées et de nombreuses personnalités.

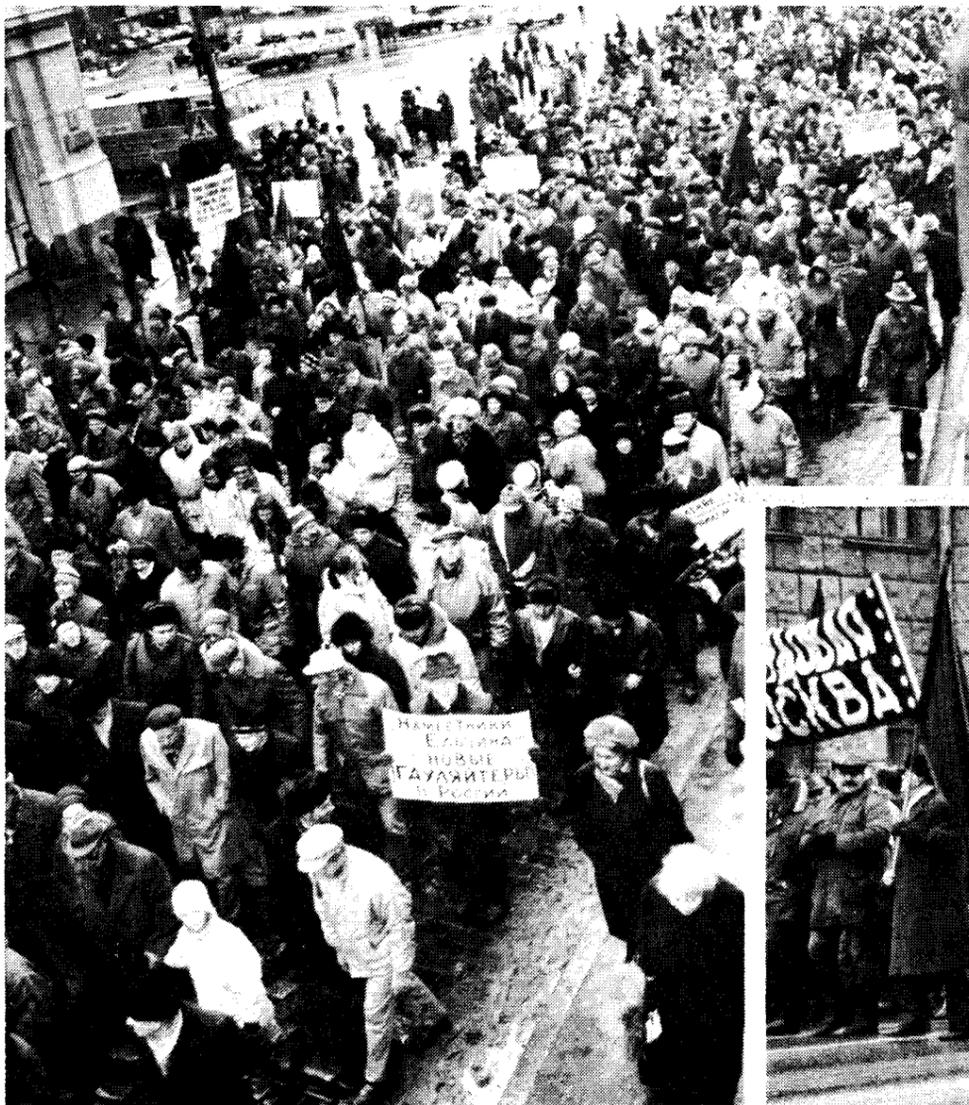
Comme le déclare Renate Dahlhaus à l'issue du procès : « Nous avons aujourd'hui remporté une importante victoire. Pour balayer le danger qui menace dans les rues les travailleurs et tous les gens décents, il faut des fronts uniques des ouvriers et "immigrés" pour en finir avec la terreur fasciste. »



400 nazis défilent à Halle, sous la protection de la police, en vomissant leurs menaces de mort contre les travailleurs étrangers.

Lutz Schmidt

Anniversaire de la révolution d'Octobre à Moscou



Photos Spartacist
La Ligue communiste internationale lève la bannière rouge de la Quatrième Internationale de Trotsky dans la manifestation commémorant, à Moscou, la Révolution russe. Vive l'Octobre rouge!



Pour la défaite de la contre-révolution d'Elt sine-Gorbatchev-Bush!

Le Fonds Lénine-Trotsky a besoin d'argent!



Les ressources de la Ligue communiste internationale sont limitées et nos tâches de l'heure énormes. Nous venons de faire imprimer 70 000 exemplaires d'une traduction en russe de l'article: «Ouvriers soviétiques: infligez une défaite à la contre-révolution de Bush-Elt sine!» (voir le Bolchévik n°113). Nous sommes en train de faire un nouveau tirage du premier numéro du Bulletin Spartacist en russe, «Qu'est-ce que le trotskysme?», dont 25 000 exemplaires ont déjà été vendus en URSS. Nombre d'ouvriers soviétiques prosocialistes ont soif de presse trotskyste, mais les réalités économiques

nous imposent de subventionner lourdement nos publications pour les maintenir à un prix abordable. Les coûts d'impression, voyages et autres frais font qu'une intervention internationaliste en Union soviétique coûte cher. Aidez à la construction de noyaux trotskystes nécessaires pour diriger les travailleurs soviétiques dans la lutte contre la contre-révolution. Envoyez vos chèques à l'ordre de la LTF et mandats postaux à l'ordre du «Bolchévik» à l'adresse suivante: LB - BP 135-10 - 75463 Paris Cedex 10. Préciser: «Fonds Lénine-Trotsky.»)



Moscou...

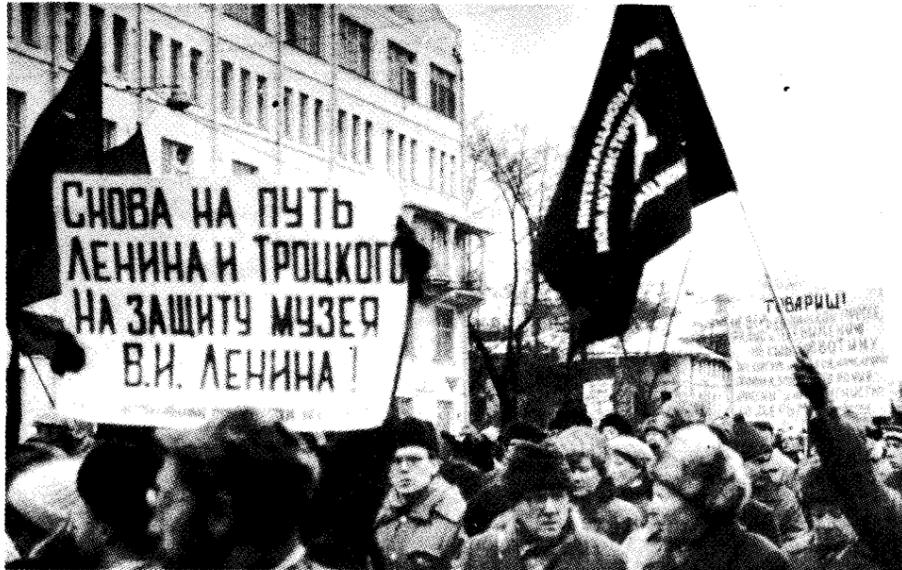
Suite de la page 1

qui défilaient vers la place Rouge exprimaient une profonde haine de classe contre les agents de Wall Street et de Francfort qui sont arrivés sur le devant de la scène après le coup d'Etat loupé du mois d'août. La vieille génération du PC était mêlée à la jeunesse. L'ambiance générale était dominée par la colère, ce qui contrastait, de manière frappante, avec le défilé du 7 novembre de l'année dernière, présidé par Gorbatchev et dont le mot d'ordre principal était : « Le succès de la perestroïka repose sur la concorde civile. » L'un des panneaux de cette année montrait l'aigle tsariste à deux têtes, dont l'une représentait Eltsine et l'autre Gorbatchev. Sur un autre panneau, on pouvait lire sous le portrait de Gorbatchev : « Tu as ruiné le pays, l'enfer t'attend. »

Initialement, le maire de Moscou Gavrill Popov - une personnalité de premier plan dans la contre-révolution capitaliste - avait annoncé l'interdiction de toute manifestation de célébration de l'anniversaire de la révolution dans l'enceinte de la ville de Moscou, ce qui inclut la place Rouge. Mais quand il est apparu que ces manifestations auraient lieu, défiant ainsi son autorité, Popov annula la veille cette interdiction. Cela est symptomatique de la faiblesse politique des forces qui poussent à la contre-révolution capitaliste. Dans notre première déclaration après le coup et contre-coup d'Etat d'août, nous notions : « Mais si Eltsine et Cie ont maintenant le champ libre pour une réintroduction à coups de trique du capitalisme, l'issue finale n'est pas encore acquise » (le *Bolchévik* n° 113, septembre). Nous ajoutions que le prolétariat soviétique « ne s'est pas manifesté », mais le 7 novembre, il a commencé à élever la voix.

L'importance de l'affluence dans la rue a dépassé toutes les attentes des organisateurs. La commémoration de l'anniversaire de la révolution exprime le désespoir économique des travailleurs de Moscou. Une semaine auparavant, Eltsine avait annoncé que tous les contrôles sur les prix allaient bientôt être levés, entraînant une nouvelle vague d'achats effrénés, de stockage de vivres et de spéculation. Pour la première fois, le pain a commencé à disparaître des magasins. *Moskovskoe Komsomolts* a relaté l'histoire dramatique d'un travailleur qui a été écrasé par une rame de métro parce qu'il était descendu sur les rails pour récupérer un saucisson qu'il avait obtenu après une journée passée dans les queues.

La vieille génération, qui est descendue dans les rues, se souvient de l'horreur de la famine - elle se souvient du rationnement du pain durant la lutte héroïque du peuple soviétique contre les envahisseurs nazis. Un manifestant faisait remarquer : « Ma mère, le 16 octobre 1941, fit la plus longue queue qu'on ait vue cette année-là



Les trotskystes protestent contre les menaces du maire de Moscou Popov de fermer le musée Lénine. Une pancarte de la LCI (à gauche) proclame : « Retour à la voie de Lénine et Trotsky! Défense du musée Lénine! »

devant une boulangerie et pourtant elle ne faisait que la moitié de celles qu'on voit aujourd'hui » (*Sovietskaïa Rossia*, 9 novembre).

Cependant, la manifestation n'était pas étroitement économique dans son caractère, ni ne pouvait l'être, étant donné les circonstances. Par-dessus tout, elle exprimait l'hostilité viscérale de la classe ouvrière vis-à-vis de la restauration capitaliste et de la destruction de l'Union soviétique par l'impérialisme occidental et ses agents russes. L'un des panneaux disait : « Ce qu'Adolf n'a pas fait, Michael l'a fait. » Et quand un journaliste britannique a demandé pourquoi on appelait Gorbatchev « Michael », le porteur du panneau a répondu : « Nous l'appelons "Michael" parce qu'il est maintenant un occidental » (*Financial Times* [Londres], 8 novembre).

Gorbatchev n'est pas un occidentalisant dans le sens où il cherche à moderniser l'économie et la société soviétiques, comme Pierre le Grand a tenté de le faire pour la Russie à l'époque de l'absolutisme. Gorbatchev, Eltsine et Cie veulent vendre l'Union soviétique aux multinationales et aux banques occidentales - à des prix de liquidation. S'ils réussissent, la Russie, l'Ukraine, le Kazakhstan, etc. seraient rabaisés au niveau des néocolonies de l'Amérique latine et tout le vieux fatras réactionnaire de l'autocratie tsariste d'avant 1917 sera de retour.

En effet, la réponse des « démocrates » pro-occidentaux à la protestation ouvrière, c'est les promesses mensongères de prospérité sous le capitalisme, accompagnées du recours à l'obscurantisme médiéval. La veille de l'anniversaire de la révolution, le maire de Leningrad avait organisé une fête pour rebaptiser cette ville du vieux nom de Saint-Pétersbourg. Le trait marquant de cette fête fut la présence du patriarche Alexis II, primat de l'Eglise orthodoxe russe et celle du grand-duc Vladimir Kirilovitch Romanov, fils du cousin du tsar Nicolas II, qui

n'avait auparavant jamais foulé le sol soviétique et qui a déclaré qu'il espérait devenir le nouveau tsar russe!

Les trotskystes ont participé au défilé pour l'anniversaire de la révolution à Moscou

Malgré quelques photos de Staline perdues dans la forêt des panneaux, il y en avait beaucoup plus de Lénine et il y avait également la bannière rouge de la Ligue communiste internationale portant l'insigne de la Quatrième Internationale de Trotsky. Mieux encore, la manifestation était très réceptive à la presse trotskyste. A Moscou, les partisans de la LCI ont vendu 4 750 exemplaires de notre

Lors de la cérémonie qui rebaptisa Leningrad Saint-Pétersbourg, les contre-révolutionnaires russes ont fait revenir l'aspirant tsar Vladimir K. Romanov, ici avec le primat de l'Eglise orthodoxe russe Alexis II.



supplément en langue russe « Ouvriers soviétiques : infligez une défaite à la contre-révolution de Bush/Eltsine! » et 600 exemplaires de notre *Bulletin Spartacist* en russe, « Retour à la voie de Lénine et Trotsky! »

En même temps, il y avait, dans cette manifestation, des exemples d'attitudes réactionnaires haineuses, et particulièrement antisémites. Les vendeurs de Pamiat colportaient leurs immondices. Les organisateurs staliniens en ont appelé au chauvinisme grand-russe. Nos camarades étaient traités alternativement de « trotskystes » et de « Juifs ». Nous avons répliqué que les horreurs qu'ils vomissaient représentaient la politique de la Garde blanche d'Eltsine qui est en guerre avec la politique révolutionnaire de l'Octobre rouge. La ligne de partage dans la lutte pour combattre le chauvinisme russe est de mobiliser le mouvement ouvrier contre toute manifestation d'antisémitisme. A un certain moment, quelque 20 staliniens ont essayé d'exclure physiquement notre cortège en criant : « Trotskystes, hors de la manifestation! », « Sortez de notre pays! », etc. Cependant, nous avons été capables de gagner la foule pour nous défendre. Un travailleur est sorti du rang pour prendre notre défense et il est resté à vendre avec nous toute la journée. Un étudiant de l'Université d'Etat de Moscou est venu rejoindre notre cortège et nous a dit qu'il avait cherché le trotskysme

toute sa vie. Alors que la foule défilait vers la place Rouge, un camarade a rapporté : « Quand nous défilions, nous scandions "Vive la révolution d'Octobre!", "Vive l'Union soviétique!", "A bas la contre-révolution nationaliste-russe d'Eltsine/Gorbatchev/Bush! Pour l'internationalisme prolétarien!" L'un de nos contacts scandait "Vive le mouvement communiste mondial - Ouvriers de tous les pays, unissez-vous!" Tous ces mots d'ordre étaient accueillis par de retentissants "Hourra! Hourra!" »

Pendant le défilé, un partisan de la LCI a été interviewé par la *Pravda*. Dans le numéro du lendemain, elle notait en première page qu'un journaliste de la *Pravda* avait demandé à « une représentante australienne de la Ligue communiste internationale » pourquoi elle était venue. Elle répondit : « La révolution d'Octobre était dirigée vers le monde entier. Ce qui arrive avec vous ces jours-ci, c'est une offensive contre les communistes de tous les pays. »

Dans d'autres villes soviétiques, des manifestations similaires, quoique plus modestes, ont été organisées. A Leningrad, plusieurs milliers de militants, y compris un certain nombre de marins en uniforme, se sont rassemblés devant le croiseur *Aurora*, qui avait joué un rôle clé dans la prise par les bolchéviks, en 1917, du palais d'Hiver, siège du gouvernement provisoire de Kerensky. Un orateur a déclaré : « Notre devoir est de ne pas permettre la restauration du capitalisme dans notre pays! Nous ne serons pas les laquais de l'impérialisme américain! » Plus de trois cents journaux spartacistes ont été vendus à la manifestation de Leningrad. Une centaine d'autres ont été vendus à la manifestation de Kiev par des



Les files d'attente pour le pain s'allongent alors qu'Eltsine et Gorbatchev poussent à la restauration du capitalisme qui génère le chaos économique.

Moscou...

Suite de la page 7

targue d'être un ferme opposant d'Eltsine mais il veut en fait simplement revenir à la situation d'avant 1987, avec une « perestroïka » (restructuration) du PCUS. Ces staliniens ont joué avant le coup d'Etat sur l'opposition de la classe ouvrière aux privatisations de Gorbatchev et d'Eltsine, mais le moment décisif venu, ils se sont subordonnés de manière a-critique au « gang des huit » banqueroutier et inefficace et se sont bien gardés de mobiliser leur base ouvrière contre le fer de lance eltsinien de la contre-révolution.

Maintenant dans l'opposition, ils font appel à des préoccupations économiques étroites liées à un nationalisme russe. Ainsi, un premier appel du Conseil des travailleurs de Moscou pour l'anniversaire de la révolution d'Octobre se terminait par le mot d'ordre : « Non au génocide physique et spirituel du peuple russe ! » Cependant, la moitié de la force de travail industrielle, dans la ville de Moscou elle-même, provient de républiques non russes - Ukrainiens, Caucasiens et des turcophones des républiques d'Asie centrale. Essayer de faire de la surenchère par rapport aux contre-révolutionnaires eltsiniens en appelant au nationalisme grand-russe est un poison et jette l'anathème sur la lutte pour une authentique union socialiste des républiques soviétiques.

A leur manière, beaucoup de staliniens russes « patriotes » acceptent la désintégration de l'URSS sur des lignes nationales. Mais l'éclatement de l'Union soviétique entraînera nécessairement des conflits nationalistes sanglants - guerres de frontières, pogromes intercommunautaires - comme ceux qui ravagent actuellement la Yougoslavie. Nous, léninistes-trotskyistes, nous prononçons pour la révolution politique prolétarienne qui reforgera l'Union soviétique sur la base d'une authentique égalité nationale.

L'aspirant tsar Boris décrète la famine du « libre marché »

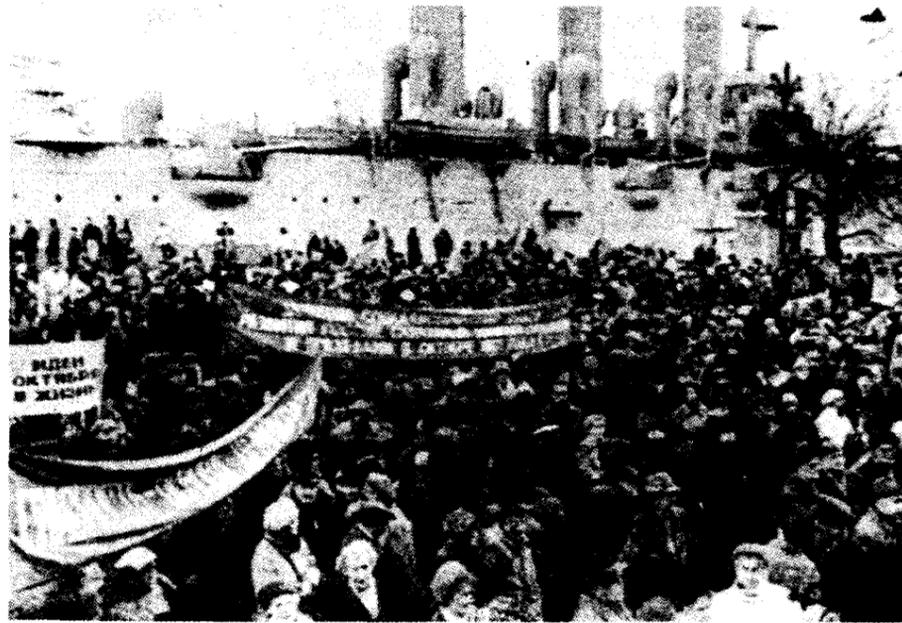
« Le peuple souffrira, mais nous devons en passer par là », a déclaré Boris Eltsine en annonçant son nouveau traitement de choc économique. Tous les contrôles sur les prix seront levés vers la fin de l'année. Les entreprises déficitaires seront fermées. Les fermes collectives seront privatisées. Et les ministères économiques centraux seront démantelés. Ainsi Eltsine en a-t-il décidé. Mais la mise en pratique de ce programme d'une plus grande misère pour la classe ouvrière soviétique est une autre paire de manches.

Dans les deux mois et demi qui ont suivi la tentative de coup d'Etat du mois d'août, les manœuvres entre la république russe d'Eltsine, Gorbatchev et les dirigeants nationalistes des républiques non russes ont créé un vide de pouvoir au centre de l'Union soviétique fracturée. Quand les impérialistes se sont plaints que le pays allait à la dérive, Eltsine s'est réaffirmé, à la fin du mois d'octobre, comme l'homme fort de la contre-révolution en annonçant son traitement de choc du « libre marché » et en exigeant les pleins pouvoirs dictatoriaux. Le parlement russe l'a promptement autorisé à interdire élections et référendums pendant plus d'un an, à annuler toute législation adoptée par des assemblées régionales ou locales et à passer outre la législation antérieure.

Cherchant à faire une démonstration de force, l'aspirant tsar Boris a décrété l'état d'urgence dans la région autonome tchetchène-inguouche - une enclave traditionnellement musulmane au nord du Caucase qui a déclaré son indépendance de la république russe - et a menacé d'y envoyer des troupes soviétiques. Cette démarche était si ouvertement dictatoriale et provocatrice que même les partisans d'Eltsine dans le parlement russe s'y sont opposés, ce qui l'a obligé à reculer.

Le recul d'Eltsine sur la question des Tchetchènes-Ingouches montre, en un sens, la faiblesse fondamentale de sa position. On assiste à un changement sensible dans l'opinion populaire, qui est en train de se retourner contre les « démocrates », c'est-à-dire les capitalistes-restaurationnistes déclarés, qui sont maintenant tenus pour responsables de l'hyperinflation, des pénuries alimentaires, des pénuries de toutes sortes et de la descente vertigineuse vers le chaos économique. Un sondage réalisé par l'Agence sociologique de Moscou, vers fin octobre, montre que 65 % des Moscovites pensent que la situation économique et politique est la même ou pire que la situation d'avant la tentative de coup d'Etat.

Les parrains impérialistes d'Eltsine, Popov et Cie sont inquiets de l'opposition ouvrière à la contre-révolution capitaliste en Russie. On peut déjà voir le début de cette opposition. Vers la fin du mois d'octobre, la Fédération de Moscou des syndicats ouvriers a organisé un défilé de plus de 50 000 personnes contre l'augmentation des prix. Les dirigeants de la fédération ne se sont pas opposés à Eltsine-Popov et à leur programme de « libre marché » en tant que tel, mais ont plutôt adopté une attitude défensive. Leur principale banderole disait : « Unité !



Leningrad, 7 novembre - Rassemblement devant le croiseur «Aurore», symbole de la Révolution bolchévique, qui a joué un rôle clé dans la prise du palais d'Hiver.

Solidarité ! Pour les droits des travailleurs ! » Toutefois, un écriteau qui disait « Les prix libres signifient la mort pour le peuple ! » saisit bien l'état d'esprit marqué par la colère et le désespoir de la classe ouvrière soviétique.

Pour un parti léniniste-trotskyiste !

L'année dernière, l'Union soviétique avait connu une récolte céréalière record de près de 220 millions de tonnes. Malgré cela, les pénuries alimentaires sont restées sévères à cause de l'effondrement du système de distribution dû au stockage massif, à la spéculation et au marché noir. Cette année, la récolte de céréales est tombée à 165 millions de tonnes, le niveau le plus bas en dix ans. Tout le monde s'attend à l'extension des émeutes de la faim, qui ont déjà commencé cet hiver. « Une révolte éclaterait très probablement en décembre », prédit le général-major Viktor Ivanenko, chef du KGB pour la république de Russie. *Moscow News* (13 octobre) prédit même un « putsch-2 », un nouveau coup d'Etat résultant des explosions désespérées de la faim.

Tout le monde sait, en Union soviétique, que ce sont les émeutes de la faim des ouvrières en février 1917 qui ont déclenché la révolution qui a renversé l'autocratie tsariste. Les « démocrates » eltsiniens craignent, à juste titre, que des émeutes de la faim puissent déclencher leur renversement aussi. Le « colonel noir » Viktor Alknis, une personnalité de

premier plan parmi les « patriotes », prévoit que les officiers et les soldats de l'armée soviétique soutiendront et rejoindront des protestations populaires contre le nouveau régime. Cependant, Alknis n'est pas un ennemi de l'économie de marché. Loin de là. Il est un partisan déclaré du « modèle chilien » pour un Etat (capitaliste) soviétique fort.

La question de comment assurer l'approvisionnement alimentaire était omniprésente lors des manifestations pour l'anniversaire de la révolution. Le Conseil des travailleurs de Moscou appelait à la « distribution des biens alimentaires sous le contrôle des travailleurs ! ». Un autre groupe, le Moscou travailleur, appelait à mettre « sous CONTROLE OUVRIER ET PAYSAN les prix et les salaires des « démocrates » et des bandits, des partocrates et des spéculateurs et de LES FORCER à travailler ». Le contrôle ouvrier est, en effet, d'une nécessité urgente. Cependant, la résistance populaire à la famine du « libre marché » ne peut préserver l'Union soviétique sur une base socialiste qu'en rompant avec la politique de la bureaucratie nationaliste et parasitaire qui conduit l'Union soviétique au désastre. La résistance ouvrière serait immédiatement confrontée à la question du pouvoir et cette question ne peut être

soviétique multinational tout en lâchant la bride aux monarchistes et aux nervis de Pamiat et en réhabilitant les criminels de guerre nazis doivent trouver en face d'elles des brigades de défense ouvrières, multinationales et organisées.

Ces mesures nécessaires et urgentes peuvent constituer une étape vers la création d'organes de double pouvoir prolétarien pour confronter et renverser la bande contre-révolutionnaire d'Eltsine-Gorbatchev. Des comités ouvriers indépendants doivent être formés dans les usines, les mines, les dépôts ferroviaires et les autres entreprises pour empêcher les licenciements et la privatisation en prenant les usines et en contrôlant la production. De tels comités ouvriers peuvent être la base pour d'authentiques soviets attirant dans leurs rangs les travailleurs des fermes collectives, les minorités opprimées, les travailleuses, des officiers et soldats de l'Armée rouge, les retraités - tous ceux qui seront la cible des attaques du « nouvel ordre ». Mais les soviets authentiques doivent devenir des organes de lutte pour le pouvoir. Une direction révolutionnaire est la clé.

Dans un article bien connu, « La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer », écrit en septembre 1917 à la veille de la Révolution bolchévique, Lénine appelait à un programme de contrôle ouvrier comme le moyen indispensable pour éviter la famine. Dans une situation de double pouvoir, dans laquelle un gouvernement capitaliste chancelant avait ordonné l'augmentation des prix des denrées alimentaires, il soulignait : « Car c'est la conquête du pouvoir par le prolétariat, avec le Parti bolchévique à sa tête, qui seule pourrait mettre fin aux infamies perpétrées par Kerenski et consorts, et remettre en marche les organisations démocratiques de ravitaillement, d'approvisionnement, etc., dont Kerenski et son gouvernement sabotent le fonctionnement. Les bolchéviks s'affirment [...] comme les représentants des intérêts du peuple entier [...] » (V.I. Lénine, *Oeuvres*, tome 25).

La catastrophe historique à laquelle sont confrontés maintenant les travailleurs soviétiques ne peut être prévenue, ni même atténuée par des luttes économiques défensives. Le militantisme syndical ne peut empêcher le chômage de masse et l'hyperinflation si le programme de Wall Street - Eltsine est véritablement mis en œuvre. Les auteurs de ce programme doivent être renversés par la classe ouvrière révolutionnaire. La désintégration de l'URSS ne peut être stoppée par le « patriotisme » stalinien qui prend de plus en plus la forme du nationalisme russe étroit. Seul le programme de l'internationalisme prolétarien mis en œuvre par une avant-garde communiste avec des cadres multinationaux peut reforger l'Union soviétique sur la base de l'égalité nationale et de la planification économique socialiste.

Pendant des décennies, l'oligarchie répressive, corrompue et parasite du Kremlin s'est faussement réclamée de l'héritage historique du Parti bolchévique de Lénine. En vérité, c'est l'Opposition de gauche trotskyste qui a préservé et fait avancer le programme internationaliste révolutionnaire de l'Octobre rouge. Sous la bannière de la « construction du socialisme dans un seul pays », qui s'est traduite à l'extérieur par des alliances de front populaire avec des dirigeants impérialistes, Staline a été le fossoyeur de la Révolution russe, dont les cadres survivants ont été liquidés par les Grandes purges des années 1930. Il est d'une nécessité urgente de construire un nouveau parti bolchévique en Union soviétique, en unissant les travailleurs qui ont la conscience de classe la plus élevée aux intellectuels marxistes révolutionnaires. C'est seulement sous la direction d'un parti communiste authentique, section d'une Quatrième Internationale reforcée, que la classe ouvrière soviétique et ses alliés peuvent vaincre les forces de la contre-révolution capitaliste.

- Traduit de *Workers Vanguard*, n° 539

Cléon...

Suite de la page 12

candidat de la Ligue trotskyste lors des législatives de 1988 face à Fabius), balaya le chantage aux licenciements en rappelant que la meilleure défense contre les sanctions était la mobilisation, le renforcement de la grève. C'est-à-dire son extension à tout Renault. Au contraire, les dirigeants de la CGT et de la CFDT en ont fait un prétexte pour casser la grève.

Mais démobiliser les travailleurs c'est ouvrir grandes les portes au harcèlement patronal quotidien dans les ateliers, à la répression individuelle (camouflée en « fautes professionnelles ») contre les ouvriers les plus combattifs et notamment contre les militants syndicaux. Cela ne peut finalement qu'encourager Guilmin à accentuer, le moment venu, son offensive pour briser les reins des syndicats et livrer ainsi les travailleurs à l'arbitraire.

La voie pour gagner

Notre camarade Gilles Cazin, dans ses interventions et discussions, a montré le véritable enjeu de la grève. Ainsi, le 7 novembre, à nouveau il expliquait : Ce à quoi nous nous heurtons, c'est au gouvernement Mitterrand. Aujourd'hui, les forces de répression de notre soi-disant gouvernement sont ici présentes. C'est aux forces de l'Etat bourgeois que nous nous heurtons.

Dès le début du conflit, il s'est battu pour que les piquets deviennent de vrais piquets de grève capables d'arrêter totalement la production, de rallier les hésitants et de défendre la lutte face aux jaunes et aux flics. A l'approche de la journée nationale d'action du 24 octobre, il proposa un tract, ensuite voté par un piquet et auquel la CGT se rallia, qui non seulement expliquait que le 24 octobre « [devait] être un tremplin pour la contre-offensive générale » mais appelait les travailleurs de la région « à converger vers Renault-Cléon afin de rejoindre les piquets ».

De tels piquets, massifs et puissants, sont l'arme élémentaire de la grève. Ils sont la base de granit sur laquelle la lutte de Cléon pouvait être solidement structurée et être élargie aux autres usines du groupe.

Des piquets de grève, ça veut dire : On ne passe pas !

D'un côté, il y avait la volonté des grévistes de tout bloquer, exprimée par la fermeture et la garde des accès routiers et la présence massive aux changements de quarts. De l'autre, le discours officiel des dirigeants de la CGT, et bien sûr de la CFDT (qui n'a fait que traîner les pieds pendant tout le conflit), qui clairoannaient que l'accès de l'usine était libre et s'assuraient que les piquets restent filtrants. Ils iront même jusqu'à démanteler les piquets au soir du deuxième jour de grève et laisser l'initiative au patron pendant tout le week-end des 19 et 20 octobre.

Ce n'est qu'au cours de la semaine suivante que, sous la pression de la détermination des grévistes, les piquets devinrent de plus en plus efficaces et que, finalement, Guilmin décida d'abandonner, provisoirement, ses tentatives d'introduire des jaunes dans l'usine. Mais que de temps perdu, de confusion semée dans les esprits et de risques de démolition !

L'excuse ? Ne pas donner d'arguments à la direction de Renault. Autrement dit, céder devant la volonté du patron de briser une grève en introduisant ses jaunes - sous le nom de « droit au travail ». Son « droit au travail » c'est le droit de licencier, de casser les syndicats, de maintenir les salaires au plus bas - en fait le droit d'exploiter. Le « droit » de grève, toujours fragile et formel, n'a pas été



Ci-dessus, le cortège de la Ligue trotskyste lors de la marche « Talbot-Minguettes » du 14 janvier 1984. Ci-contre, les CRS de Mitterrand paradedent en janvier 1984 devant l'usine Talbot-Poissy.



Sygm

arraché avec ce genre de « tactiques » mais par la grève elle-même !

Il fallait un comité de grève élu

C'est la détermination des grévistes, et l'initiative de militants qui ont pu faire reculer les jaunes et Lévy-Guilmin et imposer l'arrêt total de la production. Pas les directives des dirigeants syndicaux. Ainsi, dès les premières heures, se posait la question de la direction de la grève, de l'élection d'un comité de grève.

Rouge (n° 1467, 24 octobre), vante le caractère « unique et démocratique » de la pratique de la CGT dans la grève ; dans une interview (Rouge n° 1469, 7 novembre), Régis Louail évoque des assemblées tenues avant le démarrage de la grève et fait l'éloge de sa gestion par la direction locale de la CGT qui n'aurait pas cantonné les salariés au simple « rôle de votants » ! (surtout pas quand il s'agit de respecter le vote des grévistes !) Il « oublie » de faire état de ce que jamais cette direction n'a convoqué d'assemblée générale de grévistes ayant pour objet de discuter ensemble des buts et des tactiques de la lutte. Les grévistes devaient se contenter de vagues informations et d'incantations distillées devant la porte principale. Les discussions sérieuses ne dépassaient que rarement le cadre des piquets établis aux quatre coins de l'usi-

sion de la grève. Il pouvait dès le début gagner la course de vitesse contre les lock-outs ; en s'adressant à la combativité exprimée dans les débrayages du Mans, de Sandouville ou de Flins qui ont eu lieu avant et au tout début de la grève de Cléon, il pouvait mettre tout le groupe Renault en grève et s'affronter directement à Lévy, et derrière lui au gouvernement Mitterrand.

La LCR se lamente de ce que le blocage venait de la direction nationale de la CGT. Vrai, mais la LCR ne cherche là qu'à blanchir la direction locale de la CGT, dont elle est partie prenante. En fait, si localement la force de la grève avait été organisée et dirigée vers la nécessaire extension dès les premiers jours, elle aurait pu faire sauter le verrou bureaucratique.

Répondant aux Louail et autres petits bureaucrates qui, pour justifier le passage de la grève, accusent les... grévistes (« qui restent chez eux ») tout en répétant qu'« ici il n'y a pas de trahison » (!), Gilles Cazin mit clairement, dans son intervention lors des débats animés du 7 novembre, la responsabilité sur les directions syndicales. Ne pas structurer des piquets, ne pas organiser de comité de grève, ne pas étendre la grève est la recette infallible pour démobiliser les grévistes, pour dissiper leur combativité. Comme l'expliqua notre camarade, le



Piquet de grève devant l'entrée principale de Renault-Cléon. Des piquets massifs et puissants sont l'arme élémentaire de la grève.

ne. Et, au moment crucial des discussions avec le patron, l'absence d'un tel comité de grève permettra à quelques responsables syndicaux notamment de négocier sans contrôle dans les bureaux feutrés de la Cité administrative !

Par contre, l'élargissement de la direction de la lutte par un comité de grève permet aux grévistes de sélectionner une direction et de donner des mandats précis à des militants contrôlables sur les buts et les moyens déterminés ensemble.

Il fallait étendre la grève à tout Renault

Le rôle d'un tel comité de grève aurait été de se donner les moyens de l'exten-

blocage au nécessaire élargissement de la grève résidait au niveau de la direction nationale et locale de la CGT-Cléon. Mais la LCR s'est bien gardée de remettre en cause le consensus qui les unit aux militants « new look » du PCF et de la CGT de Cléon. Elle a fait au contraire un bloc politique dans la gestion désastreuse de la grève. Nous ne parlons pas ici de la nécessaire unité d'action contre le patron. Unité qui comprend le débat ouvert des différents programmes pour la conduite de la lutte et leur adoption ou leur rejet en comité de grève ou en AG. Unité d'action qui comprend aussi la syndicalisation massive et la défense de syndicats ouvriers.

Les positions de notre camarade en faveur des piquets et de l'extension de la grève sont bien connues. Lors de la grève des « immigrés » de Talbot, il avait été à l'initiative d'une délégation d'ouvriers de Cléon qui se rendit, le 29 décembre 1983, à Talbot-Poissy non seulement pour leur apporter un soutien mais pour démontrer la possibilité alors d'étendre, sur la base de Talbot, cette grève à toute l'automobile (voir le Bolchévik n° 44, janvier 1984). Cette lutte contre les licenciements a été trahie par les bureaucrates réformistes liés au gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman.

Au centre de cette grève était placée la question de la lutte contre la terreur et les discriminations racistes, de la revendication des pleins droits de citoyenneté pour les « immigrés » et leur famille. Au centre de la grève de Cléon d'aujourd'hui aussi. C'était une des conditions pour unifier dans un même combat toutes les composantes du mouvement ouvrier, et surtout à Renault-Flins.

C'est pourquoi, lundi 4 novembre, alors que la grève était à un tournant décisif (Mitterrand enverra ses CRS la nuit suivante), notre camarade, en accord avec d'autres grévistes, proposa au rassemblement de la matinée un texte qui concluait : « L'assemblée générale des travailleurs de Cléon en lutte, avec leurs syndicats CGT et CFDT, décide d'envoyer des délégations de grévistes de Cléon à Flins et au Mans, tout en contactant les syndicats du Mans et de Flins afin d'accueillir ces délégations, pour appeler les travailleurs à nous rejoindre dans la grève totale. Tout Renault doit s'arrêter ! » Depuis plusieurs jours, nombreux étaient les grévistes qui pensaient qu'il fallait étendre leur grève à tout le groupe. Le texte fut voté à l'unanimité.

Contrainte par ce vote, la direction locale de la CGT accepta formellement de signer ce texte mais du bout des doigts et pour finalement saboter l'envoi de délégations. C'est que le jour même Le Mans venait d'entrer en grève. Douai et Sandouville étaient secoués par des débrayages massifs. Les bureaucrates de la CGT et du PCF, qui cherchent toujours à s'attirer les grâces d'un Mitterrand, avaient peur d'une jonction des luttes. C'est pourquoi ils avaient décidé d'en finir rapidement avec Cléon, quels qu'en soient les moyens et le prix à payer.

Il faut balayer les bureaucrates

En fait, dès le début du mouvement, les confédérations ont tout fait pour tenir Cléon isolé du reste de Renault. Dans sa conférence de presse donnée à Cléon le 7 novembre, Viannet avouera : « On ne cherche pas à faire boule de neige, ni à se servir du conflit de Cléon pour embraser l'ensemble du groupe. » Une semaine avant, Fournier, le tout nouveau secrétaire général de la métallurgie CGT,

Suite page 10

Cléon...

Suite de la page 9

rassurait lui aussi le patronat et son gouvernement en confiant au quotidien *les Echos* (30 octobre) que 1 500 francs « ce n'est pas la revendication de la CGT. Nous n'avons pas de revendication globalisante de ce type. »

En conséquence, la direction locale de la CGT négociera sur la base de revendications soi-disant spécifiques à Cléon, et obligatoirement à la baisse. *L'Humanité* du 2 novembre donnait les deux points de la CGT Cléon : « un minimum garanti quant à l'augmentation des salaires, et l'assurance qu'aucun travailleur soit sanctionné ». Et le quotidien du PCF poursuivait en citant Touzain : « Si on se met d'accord là-dessus, il est évident qu'on discutera aussi du reste ; conditions de travail, classifications, etc., et qu'au même moment où s'ouvriront les négociations les travailleurs libéreront les piquets de grève conformément à la décision qu'ils ont prise en assemblée générale. » Quelle décision ? Quelle AG ? Le mensonge est gros mais la ligne est là : la direction de la CGT veut faire lever les piquets, comme le demandent depuis le début Guilmin et Lévy. Pour les grévistes, par contre, il n'est pas question de lever les piquets avant d'avoir obtenu satisfaction.

C'est finalement Mitterrand, montrant à nouveau et de la façon la plus brutale sa nature fondamentalement antiouvrière, qui, dans la nuit du 4 au 5 novembre, lèvera les piquets à coups de flics - les bandes armées du capital.

L'intervention policière était attendue, mais les dirigeants syndicaux n'ont rien fait. Quelques milliers de travailleurs de la région - des docks, de la métallurgie ou la SNCF - bien déterminés et bien organisés, auraient permis de défendre, calmement et fermement, les piquets face aux quelque cinq cents CRS. Mais pour cela, il fallait à la grève une direction qui avait à l'avance mis sur pied un plan de riposte, une direction décidée à tenir les piquets qui sont l'arme élémentaire de la grève. En fait, comme l'analyse le très patronal journal *les Echos* (6 novembre), « contrairement aux apparences, le gouvernement en faisant intervenir la police à Cléon a ouvert une porte de sortie à la CGT. Au syndicat de l'entreprise, cette issue lui ayant permis de ne pas transiger devant ses militants les plus décidés. »

Viannet déclara devant la presse, à Cléon, que « globalement, les salariés de Cléon et de Renault n'avaient pas bien mesuré ce qu'il fallait bousculer... » Cynique ! Ce n'est certainement pas la volonté de se battre qui a fait défaut aux grévistes mais une direction résolue non seulement à « bousculer » mais à s'attaquer aux bases mêmes de ce système d'oppression et d'exploitation.

Même pour un court trajet un voyageur connaît la direction finale de son train. Il en va de même dans une lutte un tant soit peu sérieuse. La revendication, plus que légitime, des 1 500 francs remet en cause non seulement la politique salariale de Renault mais toute la politique d'austérité de son principal actionnaire : l'Etat bourgeois dont Mitterrand est le représentant.

Comme nous l'écrivions aux tout premiers jours de la grève dans le supplément au *Bolchévik*, daté du 19 octobre (et distribué à plusieurs milliers d'exemplaires aux grévistes de Cléon, aux ouvriers de Renault de Flins et du Mans, aux infirmières, dans des entreprises, universités et marchés « immigrés » des régions rouennaise et parisienne : « Encouragé par la victoire impérialiste dans le Golfe et par la montée de la contre-révolution en URSS et dans les pays de l'Est, Mitterrand accen-



Gilles Cazin, ouvrier de Renault-Cléon et candidat de la Ligue trotskyste aux législatives de 1988 face à Fabius, à la tête d'une manifestation contre une agression raciste perpétrée près de Rouen par des skins.

... tue sa guerre ici contre les travailleurs [...]. Pour briser la résistance de ce gouvernement prêt à tout pour défendre les profits capitalistes (et d'autant plus brutal qu'il se sait en bout de course et vulnérable), il faudra bien plus que des luttes revendicatives « ordinaires » [...]. Aujourd'hui s'accumulent les ingrédients d'une nécessaire contre-offensive généralisée des travailleurs. Le gouvernement Mitterrand, largement discrédité, est entré depuis plusieurs mois dans une crise d'agonie. Nous devons nous engouffrer tous dans la brèche pour lui faire rendre gorge. Et pour gagner, nous aurons besoin du soutien et de la mobilisation de larges secteurs de la population, parmi les jeunes (et en tout premier lieu les fils et filles d'"immigrés"), les étudiants, les paysans [...]. Une mobilisation de cette ampleur et de cette puissance poserait nécessairement la question de qui est le maître dans ce pays : la bourgeoisie ou la classe ouvrière.»

Il faut une direction révolutionnaire aux syndicats

La grève de Cléon puis celle du Mans exigeaient une direction syndicale qui soit déterminée à s'affronter à Mitterrand, à son gouvernement et à son commis Lévy. Or, le lien politique qui unit la direction centrale de la CGT et celle de Cléon, c'est leur programme réformiste.

Les syndicats sont contrôlés par des réformistes qui ont comme programme politique concret la participation gouvernementale, c'est-à-dire la gestion du conseil d'administration du capitalisme de ce pays. FO est dirigée par l'aile droite de la social-démocratie qui a fait de l'anticommunisme violent son fonds de commerce ; la CFDT est animée par les amis politiques de Rocard, Delors, etc. ; et la CGT par le PCF qui n'a pour perspective qu'une nouvelle union de la gauche (dans laquelle le « parti » serait plus fort !)

Combien de luttes ont-elles été dévoyées, brisées au nom de l'union de la gauche dans les années 70 ? Quand, en 1981, Mitterrand, agissant au compte de la bourgeoisie, a appelé aux affaires quatre ministres « communistes », il a demandé en échange la garantie que la CGT servirait (comme la CFDT) de garde-fou aux luttes ouvrières inévitables contre l'austérité que ce vieux politicien bourgeois savait qu'il devait imposer pour sauver les profits du patronat. Le PCF se précipita, puis, le travail partiellement accompli, fut remercié.

Depuis, bien que renvoyée dans le ghetto de la guerre froide antisoviétique et maintenant vouée à la marginalisation de la « fin du communisme » (en fait l'effondrement du stalinisme en URSS et dans les pays de l'Est), la direction du PCF et sa fraction dirigeante dans la

CGT continuent à soutenir, de façon « critique », les gouvernements Mitterrand. Toute leur politique consiste à essayer, de plus en plus vainement, de quémander quelques miettes au capital qui n'est pas disposé à leur en accorder. Chassés, humiliés, les dirigeants du PCF sont comme ces vieux chevaux de corbillard d'antan qui refaisaient le trajet vers le cimetière bien après leur mise au rencart. Ils n'ont qu'une voie : la collaboration de classes.

Aujourd'hui, bien qu'affaiblis par leur passage au « pouvoir » et par les coups de la politique féroce antiouvrière, les dirigeants du PCF et de la CGT disent à la bourgeoisie et à son timonier provisoire, Mitterrand : Nous sommes encore utiles, nous pouvons utiliser ce qui reste de notre capital de confiance dans la classe ouvrière pour casser les luttes qui pourraient mettre en danger la stabilité de ce régime finissant. Et tout cela est fait au nom de la politique chauvine et frauduleuse du « socialisme aux couleurs de la France ».

Dans sa frénésie à vouloir préserver les « intérêts de la France » - c'est-à-dire ceux de sa propre bourgeoisie impérialiste contre ses concurrents allemand, japonais et américain - la direction du

responsables de l'exploitation au Mexique et en France ne sont plus les patrons français mais les ouvriers mexicains qui « acceptent » de travailler pour des tortillas - ou encore les ouvriers japonais qui, soi-disant, se contentent d'« un bol de riz » !

Cette même rage tricolore les amène à reprendre une partie de la campagne raciste anti-« immigrés », à réclamer plus de flics dans les cités - les mêmes qui ont cassé les piquets à Cléon -, à dresser les travailleurs « français » contre les travailleurs « étrangers » dans ce pays, les travailleurs de ce pays contre ceux des autres pays.

Cette politique criminelle ne peut au bout du compte que profiter aux fascistes à la Le Pen et à leurs campagnes « La France aux Français » qui dans la rue se concrétisent par le meurtre raciste et les ratonnades. Le résultat pourrait en être, demain, si les fascistes ne sont pas écrasés par la mobilisation ouvrière, que les militants du PCF, de la CGT, de la CFDT, etc. se retrouvent, avec les révolutionnaires internationalistes, derrière des fils de fer barbelés.

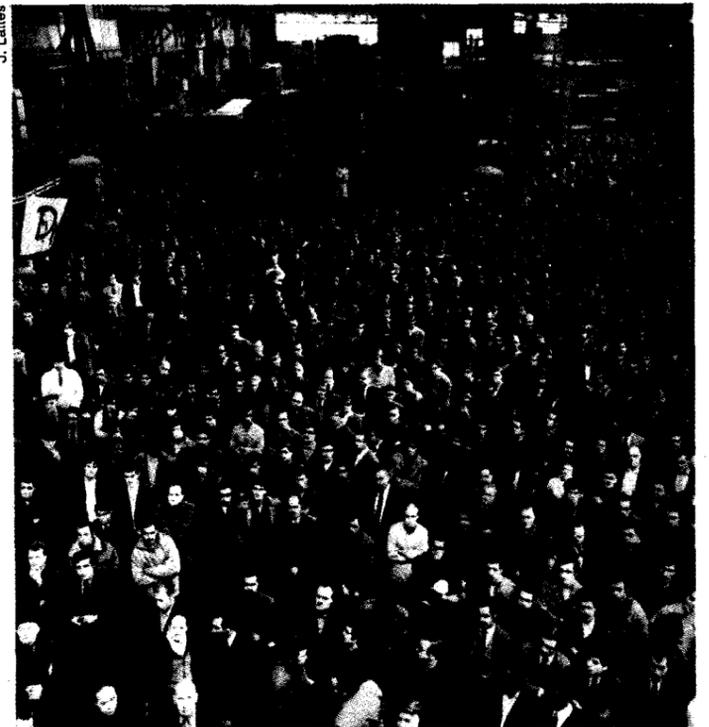
Le monde capitaliste, salivant devant les marchés que lui a ouverts le bradage par les stalinistes des économies collectivisées d'URSS, de Pologne, de l'ex-RDA, etc., est plongé dans une guerre économique toujours plus aiguë. Une guerre économique qui risque bien de déboucher, comme la Première Guerre mondiale, sur un affrontement armé pour décider lequel des impérialismes dominera... jusqu'à la prochaine. Les prolétaires tomberont, les profits monteront.

La politique du « Produisons français » et celle de l'alliance avec des secteurs de la bourgeoisie au nom des intérêts du capitalisme français sont fondamentalement contradictoires avec la conduite des luttes à la victoire, puisque c'est à Mitterrand et à toute sa politique qu'il faut s'attaquer. Il faut à la classe ouvrière une direction qui rompe avec le cycle infernal réaction-collaboration de classes.

Il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire

Une telle direction révolutionnaire inscrira sur sa bannière la lutte pour un

Rassemblement de grévistes à Renault-Billancourt en mai 68. Pour vaincre, il manquera à la grève générale de 68 une direction révolutionnaire. Pour un Mai 68 qui aille jusqu'au bout !



PCF est prête aux pires vilénies. Par exemple, ces réformistes cocardiers se font depuis des années les chantres du « Produisons français » qui ne peut se traduire dans le cadre capitaliste que par une augmentation du taux d'exploitation des ouvriers dans ce pays et des ouvriers dans d'autres pays (travaillant pour Renault par exemple) afin de maintenir la « compétitivité » du capitalisme français contre celui de l'Allemagne, du Japon, etc. La CGT-Renault demande ainsi de « rapatrier » en France la production des ouvriers de la RIMEX (Renault au Mexique) pour soi-disant « protéger » les emplois dans ce pays. Résultat : les res-

gouvernement ouvrier. Un gouvernement ouvrier basé sur ses organes de pouvoir : les conseils ouvriers (soviets) dont les comités de grève ou les piquets de grève sont les embryons. Un gouvernement ouvrier qui fera rendre gorge à cette bourgeoisie et, en l'expropriant de ses moyens de production, pourra réorganiser l'économie au niveau international vers la satisfaction des besoins et non pas des profits.

La grève de Renault était politique, dirigée par des partis politiques qui ont montré leur faillite. Il doit se forger un véritable parti prolétarien. C'est la tâche que s'est fixée la Ligue trotskyste. ■

POUR CONTACTER LA LTF

Paris Le Bolchévik BP 135-10 75463 Paris Cedex 10 Tél: 42 08 01 49	Rouen Spartacist BP 240 76003 Rouen Cedex Tél: 35 73 74 47	Lyon Spartacist BP 7104 69353 Lyon Cedex 07
---	---	---

La LCR à Cléon: il faut savoir casser une grève

Vingt-deux jours de grève à Renault-Cléon viennent de confirmer la nécessité impérieuse, afin de conduire les mobilisations ouvrières à la victoire, de doter le prolétariat d'une direction armée du programme révolutionnaire, luttant résolument contre Mitterrand et pour un gouvernement ouvrier. Ils viennent de confirmer aussi que la LCR n'était pas, de près ou de loin, cette direction. La lutte des classes est un impitoyable révélateur du programme des organisations qui prétendent défendre les intérêts des travailleurs. Et la LCR vient de se faire prendre la main dans le sac. Codirigeante de la grève (dans un confortable bloc politique avec des bureaucrates CGT/PCF « new look »), elle est coresponsable de la ligne de défaite sur laquelle cette lutte a été conduite; plus encore, elle est coresponsable du brutal cassage de la grève, le 7 novembre.

Faire avaler cette trahison aux ouvriers de Cléon – voire à ses propres militants (qui en ont pourtant vu d'autres!) – semble pour le moins difficile. Le désaveu est tel qu'un de ses tracts, daté du 17 novembre, est obligé de reconnaître que « beaucoup de travailleurs s'interrogent: "Pourquoi les militants de la LCR se sont-ils prononcés pour la reprise, même après le vote majoritaire pour continuer la grève?" » En fait d'« interrogation », bien des ouvriers formulent aujourd'hui la bonne réponse: la LCR = bureaucrates casseurs de grève. Une conclusion qui ne surprendra guère ceux qui se rappellent que, pendant une dizaine d'années, cette organisation s'est faite l'inlassable rabatteur du très antiouvrier et antisoviétique Mitterrand.

Depuis le 7 novembre, elle multiplie tracts, articles de *Rouge*, brochure et réunions cherchant à justifier l'injustifiable. Vendredi dernier, 29 novembre, elle tenait meeting, en présence de Krivine, à Elbeuf (à côté de Cléon). Une réunion houleuse, où la plupart des intervenants demandèrent des comptes à la LCR, une LCR littéralement hantée par notre organisation dont le programme défendu pendant la grève par Gilles Cazin a été perçu comme une alternative par bon nombre de travailleurs parmi les plus avancés. Le président de séance, René Cottrez, était si préoccupé de nous empêcher de nous exprimer qu'il cherchera, avec une insistance aussi grossière que ridicule, à interdire de parole une femme soupçonnée (à tort) d'appartenir à notre organisation... Plus sinistre encore est le recours à la calomnie pour clore la bouche des trotskystes. Un militant de la LCR lança qu'on peut toujours faire les « fanfarons » quand, comme Gilles Cazin, on a eu ses sanctions levées lors des négociations... Aujourd'hui, court aussi dans la LCR le bruit que notre camarade n'aurait même pas été sur les piquets... Suivant le vieil adage stalinien, plus le mensonge est gros, plus il est crédible. L'inlassable bataille de notre camarade pour de véritables piquets de grève est bien connue dans l'usine – et couronnée de succès. Déjà, en 1984, alors que la LCR savait à peine épeler le mot piquet, il était à l'initiative des piquets de grève que les bureaucrates CGT s'empressèrent de faire lever... sans opposition de la LCR. Au moins la LCR peut-elle se féliciter d'une chose: même si elle n'a pas encore atteint tous les postes élevés qu'elle convoite dans la bureaucratie syndicale, elle en a déjà les méthodes les plus crapuleuses.

Sous la pression des critiques, la LCR, afin de se refaire une virginité (et de couvrir son allié Touzain, le secrétaire de la section CGT-Cléon), s'est livrée à une « autocritique » sur le cassage du 7: « Il fallait réunir une nouvelle assemblée générale qui, tenant compte de la dégradation confirmée du rapport de forces, aurait pris de nouvelles décisions. La décision de la

section CGT contre un vote des grévistes était la pire des solutions, car elle bafouait la démocratie ouvrière et donnait prise à une campagne nationale sur le thème: "la CGT Cléon casse la grève" » (*Rouge* n° 1471, 21 novembre). Le premier problème avec ça est que (et tous les bilans tirés par la LCR sont pour le moins discrets sur ce fait) le 7 au soir l'« équipe dirigeante » de la section CGT-Cléon a en fait convoqué une « assemblée générale » pour annoncer sa décision d'arrêter la grève et elle y a interdit le moindre débat. Et ce n'est ni la « fatigue » des responsables syndicaux ni « un problème de moyens » (comme l'expliquera plus tard Régis Louail, responsable CGT et LCR) qui leur ont fait « bafouer la démocratie ouvrière ». Ils savaient, et au premier chef la LCR, que leur décision ne pourrait s'imposer qu'en étouffant la volonté majoritaire des grévistes. La démocratie ouvrière n'est pas un principe abstrait – elle est intimement liée à un programme qui défend de façon intransigeante les intérêts de la classe ouvrière. C'est pourquoi la démocratie ouvrière est fondamentalement étrangère à tous ceux qui,



Régis Louail (3^e à partir de la droite), responsable LCR, parade le 7 novembre, jour du cassage de la grève, à la même tribune que Viannet (3^e à partir de la gauche) et autres pontes de la CGT.

du PCF au PS en passant par la LCR, sont embourbés jusqu'au cou dans la collaboration de classes.

En fait, l'« autocritique » de la LCR ne porte que sur la façon de casser la grève. Et la façon « démocratique » qu'elle nous propose aujourd'hui rappelle furieusement celle longuement expérimentée par les bureaucrates traditionnels de la CGT, de la CFDT ou de FO qui, quand ils sont minoritaires lors du vote d'une AG, font revoter les travailleurs en leur expliquant « Camarades, vous n'avez pas bien compris. Le "rapport de forces" ne nous permet pas d'obtenir plus. Etc. » A Cléon, les petits bureaucrates locaux ne pouvaient même pas se targuer des miettes lâchées par le PDG. Comme prétexte, ils n'avaient qu'à offrir la menace de licenciements (voir notre article de bilan en dernière page « La grève de Renault-Cléon poignardée dans le dos ») ! Et en guise d'« autocritique », Louail en fait persiste et signe quand il déclare, lors du meeting du 29 novembre, que le cassage de la grève était un « moindre mal qu'avec six licenciements »...

Pour justifier ce soi-disant « moindre mal », la LCR met en avant la « dégradation du rapport de forces ». Certes, il y eut des reprises dans la journée du 7 mais pas au point que, contrairement à ce qu'écrivait *Rouge* du 21 novembre, « le rapport de forces [fût] déjà inversé » et exigeât, comme il est parfois effectivement nécessaire de le faire, de battre en retraite en bon ordre. (Le numéro de *Rouge* du 14 novembre mentait encore plus effrontément en prétendant qu'« une majorité reprend le travail » !) Louail osera même affirmer qu'« il n'y avait pas d'élément d'extension aux autres usines de la Régie », « oubliant » que Le Mans venait de démarrer et pour deux semaines ! (C'est précisément cette entrée en lutte du Mans qui, par peur d'une jonction, a pressé les bureaucrates d'en finir avec Cléon.) En fait, une raison des reprises

partielles à Cléon est que toute la journée du 7 la direction Touzain-Louail a fait un travail de sape systématique. Une militante du Comité de soutien des femmes et compagnes des grévistes exprimait bien, lors du meeting de la LCR, le sentiment de tous ceux qui avaient participé à cette journée du 7: « De toute façon, dès le matin, on avait senti que vous aviez l'intention de reprendre le travail. » Qu'une majorité de grévistes en faveur de la poursuite se soit dégagée malgré tout, alors qu'ils se savaient abandonnés par leur direction, montre la force de leur détermination.

La LCR protège la direction locale de la CGT en insistant aujourd'hui (par contre pendant la grève elle respectait la loi du silence) sur la trahison – bien réelle – des seules directions confédérales. En fait, depuis le début du mouvement la direction Touzain-Louail a adopté sur toutes les questions (et en commençant par les plus immédiates: comité de grève, piquets, extension) une ligne conduisant à la défaite. (Nous détaillons ces questions dans notre article bilan de la grève.) La LCR était même

prête à lever les piquets, comme le demandait le patron, à la condition qu'il... chiffre l'augmentation de salaires promise au début des négociations: « Pas question de libérer les portes sans savoir ce qu'ils sont prêts à allonger sur les salaires! » (tract du 3 novembre)!! Par ailleurs, dans son hebdomadaire et ses tracts, elle revient à plusieurs reprises sur la nécessité d'étendre la grève à Renault. Elle savait donc parfaitement comment gagner cette grève. Mais où et quand a-t-elle proposé d'organiser des délégations auprès des autres usines de groupe pour les mettre en grève? Seul notre camarade a pris une telle initiative. C'était la voie pour surmonter l'obstacle confédéral. Mais la LCR ne pouvait s'y engager sans risquer de rompre son bloc politique, au niveau local, avec les bureaucrates CGT/PCF « new look » et, au niveau national, avec la social-démocratie: « refondateurs », poperénistes, chevènementistes et autres Julien Dray.

Krivine, lors du meeting du 29 novembre, lâcha carrément que « faire débrayer les autres boîtes, on sait qu'aujourd'hui c'est impossible. C'est là le problème. » De son côté, Louail confirmera que la LCR n'avait rien fait pour élargir la grève aux autres usines de Renault: « La question a été discutée à l'intérieur de l'organisation syndicale [...]. On disait: Si les gens veulent le faire, les gens le font. Le problème c'est que lorsqu'elle était discutée devant les gens, elle n'était pas prise en charge par les gens parce que c'était à cent lieues de leurs préoccupations. » Mensonge. La proposition de notre camarade d'envoyer des délégations à Flins et au Mans pour étendre la grève a été votée à l'unanimité des grévistes présents au rassemblement du 4 novembre au matin. Et c'est la direction Touzain-Louail qui sabota cette initiative!

Par ailleurs, tout travailleur un tant soit peu expérimenté aura aussi reconnu dans les propos de Louail l'argument

éculé avec lequel tous les bureaucrates justifient leurs reculades et trahisons: c'est la faute des ouvriers si la grève est restée isolée. Ce ne serait pas non plus la CGT-Cléon (« exemplaire », « unitaire et démocratique », ...) qui est responsable de la non-élection d'un comité de grève mais, nous dit toujours Louail, les grévistes: « Ca fait vingt ans, plus de vingt ans qu'on nous parle de comité de grève à Cléon [...]. Jamais cette proposition n'a été reprise par les gens. » Et le cynique casseur de grève d'ajouter: « On est sûrs que la façon dont nous on commence à avancer et à proposer la question de la mise en place de l'auto-organisation [...] est cent fois plus efficace. » A ce compte-là, Thorez, Marchais et autres fossoyeurs de révolutions sont des héros prolétariens!

LO partage la conception qui met la responsabilité sur le dos des ouvriers: « Tout va dépendre de la détermination des travailleurs de Cléon » (LO n° 1217, 25 octobre). Faisant le bilan de la grève, LO du 15 novembre écrit: « [...] d'autres travailleurs ainsi qu'un militant de LO et un militant de la LTF ont essayé de convaincre l'assemblée [du 7 novembre] qu'il fallait continuer la grève. » Mais, à la différence de LO, notre camarade ne s'est pas arrêté là: continuer la grève, respecter le vote, ça signifie étendre la lutte au moins à tout Renault. C'est seulement quand la proposition de délégations à Flins et au Mans a été faite par notre camarade puis votée que le militant de LO a suivi notre initiative. LO n'a certes pas participé au cassage de grève du 7, mais il est tout à fait caractéristique de cette organisation économiste qu'elle n'ait offert dans cette grève aucune perspective, aucun mot d'ordre, aucune consigne: une politique qui laisse les mains libres aux casseurs de grève. Pendant ces trois semaines, LO s'est, au mieux, alignée sur la combativité existante: « La grève et l'arrêt de la production sont les seules armes qui nous restent et qui sont les plus efficaces » (tract du 21 octobre). Y a-t-il vraiment besoin d'être « révolutionnaire » pour comprendre cela?! La tâche d'une organisation révolutionnaire est d'offrir des moyens politiques et organisationnels, pour à la fois remporter la victoire et arracher la base ouvrière des syndicats et des partis réformistes de masse afin de la gagner au programme révolutionnaire. Au contraire, LO s'est satisfaite des piquets que les bureaucrates ont tenté de maintenir « filtrants », puisque « ce ne sont pas les quelques ateliers que la maîtrise tenterait de faire tourner qui changeront grand-chose » (*Ibid.*) De même qu'en guise d'extension au reste de Renault ce tract du 21 octobre s'est satisfait du lock-out décidé par le PDG: « Cette situation d'arrêt général de la production de voitures sur l'ensemble de la Régie est un plus pour notre grève »! En fait, si LO n'a avancé aucune alternative aux bureaucrates, c'est qu'elle a fondamentalement le même programme réformiste.

LO et la LCR partagent avec les autres réformistes la méfiance (quand ce n'est pas l'hostilité) dans les capacités révolutionnaires du prolétariat. Jusqu'à récemment, la LCR avait même tout misé sur Mitterrand. Aujourd'hui elle est sans perspective mais elle œuvre toujours à construire, comme dit Krivine, « une vraie gauche tout simplement » – c'est-à-dire « tout simplement » une nouvelle coalition de collaboration de classes (comme l'a été l'Union de la gauche), derrière un Chevènement ou un Rocard (et dans laquelle la LCR espère trouver cette fois une place). Cléon a montré la faillite de ces organisations pseudo-trotskystes. Il faut construire un véritable parti ouvrier révolutionnaire. C'est la leçon principale que doivent tirer les ouvriers qui ont été à l'avant-garde de la grève, en se joignant au combat de la Ligue trotskyste. ■

La grève de Renault-Cléon poignardée dans le dos

Nous reproduisons ci-dessous le tract, en date du 17 novembre, diffusé à Renault-Cléon.

Après vingt-deux jours de ferme mobilisation, la grève des Renault, à Cléon, n'a pas été défaite mais poignardée dans le dos.

Pendant ces trois semaines, les travailleurs de ce pays, et notamment ceux qui, aussi bien à Renault que dans la fonction publique, la métallurgie ou les ports, sont en lutte contre l'austérité, ont eu les yeux tournés vers l'usine Renault de Cléon, près de Rouen. Toutes les leçons de cette lutte doivent en être tirées pour préparer, renforcer et remporter les prochains combats. La volonté de lutte existe d'ailleurs toujours à Renault. Pour preuve, la grève du Mans.

Engagée pour arracher 1500 francs d'augmentation mensuelle de salaire, cette grève, confrontée au gouvernement Mitterrand qui sert totalement les intérêts de la bourgeoisie française, a été une lutte politique. Afin de la gagner, il fallait une direction décidée à étendre la grève (sur la base de piquets puissants et massifs) à tout Renault et partant à toute l'automobile, une direction décidée à faire rendre gorge à ce gouvernement antiouvrier et anti-«immigrés».

C'est précisément une telle direction lutte de classe qui a manqué. La combativité des grévistes s'est heurtée à l'obstacle des directions des syndicats et du PCF, totalement gangrenées par la collaboration de classes; elles ont tout fait pour éviter à Mitterrand, dans un contexte social explosif, un affrontement qui représenterait une menace pour son régime vermoulu et qui, face à la réaction qui crache son programme de haine sociale et raciste, pourrait ouvrir une issue prolétarienne à la crise dévastatrice du capitalisme.

Dix ans d'austérité «de gauche» ont à ce point discrédité Mitterrand que ceux-là mêmes qui, du PCF à la LCR ou à LO, ont aidé à le porter au pouvoir sont bien obligés aujourd'hui de le critiquer. Mais le PCF et la LCR n'ont d'autre «perspective» que de s'atteler au char d'un futur candidat de «gauche», un Rocard ou un Delors. Et ils se sentent d'autant plus «à l'aise» pour critiquer Mitterrand qu'ils savent qu'ils n'auront pas à appeler à voter pour lui!

Le nécessaire combat pour faire rendre gorge à Mitterrand exige une perspective révolutionnaire: celle d'un gouvernement ouvrier, et d'un parti qui combatte pour un tel programme. C'est la principale leçon qu'ont à tirer les travailleurs qui ont été à l'avant-garde de la grève de Cléon.

Comment les réformistes «terminent une grève»

Jeudi 7 novembre, il est 19 h 30 quand Jacky Touzain, secrétaire général de la CGT Cléon et qui était jusque-là vu comme dévoué à la grève, prend la parole devant un millier d'ouvriers; il appelle à «reprendre» le travail: «l'action continuera sous d'autres formes.» L'équipe dirigeante locale de la CGT, avec la CFDT, a tenu à montrer son unanimité autour de son secrétaire général et sa

Les grévistes se rassemblent, le 5 novembre, devant l'entrée principale de l'usine Renault de Cléon, que viennent d'investir les CRS de Mitterrand.



détermination à en finir en montant quasi au grand complet sur la tribune: un crime collectif.

«Non!», «Vendus!» Les grévistes interrompant et huant Touzain crient leur colère. Aucun de ceux qui protestent ne pourra accéder jusqu'au micro que leur refus brutallement la tribune. Quand il s'agit de «terminer une grève», la «démocratie» (même si elle n'a jamais été qu'un semblant) n'est plus de mise!

La colère des travailleurs est d'autant plus grande que cette décision d'arrêter la grève est faite contre le vote majoritaire en faveur de la poursuite du mouvement. 807 sur les plus de 1500 grévistes ayant pu être consultés depuis le matin après les propositions, encore loin du compte (224 francs mensuels, non intégrés au salaire et liés à la productivité, 1000 francs de prime dite «de fin de conflit»), qu'a lâchées au petit matin le patron.

«Vous nous avez fait voter...», «La

majorité a parlé!», crient aussi des grévistes. Le matin même, Régis Louail, autre porte-parole CGT, et par ailleurs responsable de la LCR, ne venait-il pas d'assurer les ouvriers, déjà à juste titre méfiants, que leur vote serait respecté?! Comble de cynisme bureaucratique, Louis Viannet, venu à Cléon ce jour-là présider à l'enterrement de la grève, déclarait dans l'après-midi devant la presse que la CGT «est avec les salariés, mais c'est eux qui décident de leurs revendications, de leur forme d'action. Nous ne le faisons pas à leur place» (l'Humanité, 8 novembre)!!

La «démocratie» style 44^e congrès n'est utile aux Viannet et Cie que pour laisser les travailleurs sans perspective et sans consigne d'action, pour les isoler et les démobiliser. Que signifie «laisser les travailleurs décider» si l'on ne leur donne pas les moyens? Ce n'est en vérité qu'un prétexte derrière lequel les bureaucrates syndicaux essaient de camoufler aux yeux de la classe ouvrière leur propre couar-

dise réformiste. Mais quand, comme à Cléon, les travailleurs décident de troubler leur politique de collaboration de classes, on voit la soi-disant «nouvelle pratique syndicale» laisser la place aux «bonnes» vieilles méthodes bureaucratiques pour briser les grèves. En vérité, la démocratie, aussi bien dans le syndicat que dans la grève, ne peut être assurée qu'avec une direction lutte de classe.

En fait, dès le rassemblement de la matinée du 7 les travailleurs ont compris que leur direction avait décidé de les lâcher. Touzain, citant des grévistes imaginaires, commença sa prise de parole en disant: «Beaucoup de gars m'ont dit: "On t'en voudra pas. On va être obligés de rentrer."» Le ton était donné. Il poursuivit: «Il ne faut pas nier qu'il y a des copains qui ont repris ce matin.» En fait, l'intervention des CRS, qui, deux jours plus tôt, ont fait lever les piquets et qui depuis investissent littéralement l'usine, n'a pas eu l'effet escompté: malgré quelques reprises, la grève tient toujours bon.

Mais plus scandaleux encore, la direction de la CGT, tout comme la CFDT, a fait sien le chantage du patron aux licenciements de grévistes, et Touzain de marteler: «S'il y a une majorité contre la reprise, il y a six licenciements dans la balance. Mais il n'y a plus de licenciements si nous reprenons [...]. C'est ça le marché honteux de la direction [de Renault]. Mais on ne peut pas dire qu'il n'y a pas ça dans la balance. On ne peut pas jouer avec le boulot d'un pote.»

Dès le début du conflit, le PDG Lévy et Guilmin, son directeur à Cléon, avaient pris en otage des grévistes et notamment des responsables syndicaux, en vue d'un marchandage lors de négociations. La levée totale des sanctions et la défense du syndicat étaient devenues un axe de bataille. Lors du débat qui eut lieu l'après-midi du 7 novembre, pendant le déroulement du vote, notre camarade Gilles Cazin, ouvrier à Cléon (et qui avait été



Cléon, 5 novembre - Le vrai visage du gouvernement «de gauche». Dix ans de Mitterrand, ça suffit! Pour un gouvernement ouvrier!